

Obsolescence du matériel des transports au Congo, urgence de renouvellement

Lire articles en page 10 à 14.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1645 | MARDI 23 SEPTEMBRE 2025 | 20 PAGES €7 \$8

VVK se dégage

Il avait tout, il suffisait de

L'un des hommes politiques des premiers plans du Congo, l'homme des contacts, l'homme des réseaux, a-t-il oublié la phrase sage de l'un des hommes politiques français des premiers plans Jean-Pierre Chevènement : « Un ministre (un homme d'État) ça la ferme ou ça s'en va » ? Pourquoi parle-t-il tant en politique avec une indépendance gênante ? Exemple (parmi mille) : cette affaire des députés partis le voir le 15 juin 2025 à son bureau pour lui dire que l'armée a commis un massacre à Moba, dans le Tanga-



nyka et a tué 138 civils, et, clac, retour à la plénière et, sans rien vérifier auprès d'aucune autorité locale ou nationale, Vital Kamerhe, VK (photo), balance en direct sur la télé avant de se faire démentir le lendemain vertement par le porte-parole de l'armée, le Général-Major Sylvain Ekenge, par le gouverneur Christian Kitungwa Muteba et de rétro pédaler par un communiqué de son Directeur de cabinet ? Qu'est-ce que cela indique politiquement ? Est-on ensemble ou chacun est de son côté, se préparant pour la guerre à venir ?

(Lire de la page 2 à la page 4).



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Il avait tout, il suffisait de

Extrait d'une Histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, Ce que je sais, éd. Paris, par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Cela lui arrive pour la énième fois. Pourquoi cela touche tant Vital Kamerhe Lwa-Kanyiginyi Nkingi ? Extrait d'une Histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, Ce que je sais, éd. Paris, par Tryphon Kin-kiey Mulumba.



Vital Kamerhe Lwa-Kanyiginyi Nkingi. DR.

J'ai rencontré Vital Kamerhe Lwa-Kanyiginyi Nkingi pour la première fois en 2002 à Sun City. Dans cette magnifique cité touristique d'Afrique du Sud se tient le Dialogue inter-congolais. Kamerhe, un homme de contacts et de réseaux. Un homme captivant. Un vrai séducteur.

L'assassinat à Kinshasa le 16 janvier 2001 du président Laurent-Désiré Kabila change tout au Congo. Après sa prise du pouvoir le 17 mai 1997, Laurent-Désiré Kabila se sépare en juillet 1998 de ses alliés militaires régionaux rwandais et ougandais principalement. Ceux qui l'avaient aidé dans la guerre et qu'il avait incorporés dans l'armée nationale et dans les services de sécurité. A-t-il ainsi signé son arrêt de mort ? La mort le surprend alors qu'il se trouve en audience en son bureau quand son garde du corps Rachidi Kasereka arrive et l'abat. Tant qu'un procès n'aura pas eu lieu, il sera difficile de savoir qui a commandité cet assassinat et pourquoi d'autant que le jeune militaire qui a porté ce coup fatal a été abattu peu après par l'aide de camp du président, Eddy Kapend.

Mais le renvoi dans leurs pays de soldats rwandais et ougandais donne naissance à une nouvelle rébellion. L'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre, Afdl, passe la main à l'Est au Rassemblement Congolais pour la Démocratie, RCD, appuyé par le Rwanda et, au Nord c'est le Mouvement de Libération du Congo, MLC, soutenu par l'Ouganda qui prend place. Les

deux rébellions occupent peu à peu plus de 50% du territoire national. Elles mettent en place des structures de collecte d'impôts. S'il passe pour celui qui a donné naissance à cette deuxième guerre, Laurent-Désiré Kabila s'érige en même temps en obstacle à toute solution de paix. Il rejette tout accord de paix dont celui de Lusaka signé le 10 juillet 1999 par notamment l'Angola, la Namibie, le Rwanda, l'Ouganda, le Zimbabwe visant à mettre fin à la deuxième guerre du Congo.

UN DUO DE RÊVE.

Avant le coup fatal de Rachidi Kasereka, plusieurs tentatives d'attentats sont déjouées mais la situation du pays ne cesse de virer au chaos. Dans la capitale, la pénurie de carburant s'installe, le dollar - la devise la plus consommée - introuvable, un rapport de l'ONG américaine Rescue Committee fait état de 2,5 millions de morts dans le pays, de 2 millions de déplacés internes, de 1 million de personnes privées de toute aide humanitaire. Alors que la perspective d'une mise du pays sous tutelle internationale paraît de

plus en plus possible, la mort du président ouvre une nouvelle page. Commandant en chef de l'armée de terre, son fils, Joseph, âgé de trente ans, est choisi pour succéder à son père. Les proches du défunt le présentent comme le seul homme à même d'assurer le consensus et de trouver le compromis. Joseph Kabila annonce des mesures qui vont dans le sens de ce qu'attend l'Occident rejoint par la sous-région : libéralisation de la circulation des devises, loi sur les investissements, abolition des prérogatives de la très redoutée Cour d'ordre militaire, liberté de fonctionnement des partis politiques, ouverture du dialogue inter-congolais avec la levée des obstacles à la mission de l'ancien président botswanais Ketumile Masire désigné médiateur par l'Union Africaine, etc. Après une audience de quatre heures accordée à l'ambassadeur américain, Joseph Kabila est invité par le président George W. Bush à Washington. En se rendant aux États-Unis, le jeune président s'arrête dans deux autres capitales clés pour le Congo : Paris à l'invitation du président Jacques Chirac et Bruxelles où le

premier ministre belge Guy Verhofstadt le reçoit. Partout tapis rouge. Ces trois capitales qui avaient mis à l'index Laurent-Désiré Kabila veulent donner sa chance à son successeur. Elles appellent le jeune président à mener le pays à la paix qui passe par un dialogue préalable que l'Afrique du Sud accepte d'accueillir et de financer. À ce dialogue, le professeur Guillaume Samba Kaputo, docteur en science politique qui, sous Mobutu, a été plusieurs fois gouverneur dans plusieurs provinces et ministre, passe pour le plus qualifié des Katan-gais qui entourent le jeune président. Guillaume Samba Kaputo forme avec Vital Kamerhe Lwa-Kanyiginyi Nkingi un duo de rêve à la tête de la délégation gouvernementale. Samba Kaputo est conseiller spécial du président en matière de sécurité. Commissaire général adjoint du gouvernement chargé des relations avec la mission onusienne MONUC, puis commissaire général du gouvernement chargé du suivi du processus de paix dans la région des Grands lacs, Kamerhe est à Sun City dans son rôle. Il se fait appeler « l'attaquant de base et de pointe » pour sa virulence contre une délégation de la rébellion du RCD-Goma déplorable. J'ai rencontré Kamerhe plus tard à Kigali où je séjourne au lendemain de la signature le 16 décembre 2002 à Pretoria de l'Accord global et inclusif. Après que j'ai fait mes adieux au RCD-Goma après les massacres de policiers congolais perpétrés à Kisangani que j'ai dénoncé avec virulence, j'ai regagné la Belgique où j'ai trouvé refuge. Le Rwanda est à la veille d'une campagne électorale quand je me trouve à Bruxelles, à l'hôtel Hilton (aujourd'hui The Hotel), face à une délégation de haut niveau dépêchée par le Gouvernement rwandais. Elle m'assure que le Gouvernement rwandais regrette que j'aie quitté le RCD-Goma alors que j'aurais pu occuper une

charge dans l'équipe gouvernementale mise en place à Kinshasa après le dialogue de Sun City. Elle m'explique que le Rwanda prépare des élections. Le pays a besoin d'être « accompagné » par un homme des médias, un professionnel qui dispose d'une expérience politique avérée. Une phrase me retient fortement : « Finalement, nous avons compris à Kigali que le Rwanda est un pays francophone. Il nous faut nous adresser au pays en français ». Si je demande le temps de réflexion, j'ai déjà pris ma décision. Le Rwanda est un pays voisin à l'Est de mon pays, le Congo. Deux guerres qui ont chassé deux présidents à l'Ouest, à Kinshasa sont venues de l'Est. L'Est du Congo demande à être mieux connu et mieux compris par un homme politique de l'Ouest. Retourner sur le continent, à la frontière Est de mon pays, m'aiderait à mieux comprendre et mieux maîtriser nombre de phénomènes qui assaillent mon pays et la sous-région. Je me rends donc au Rwanda où je renforce mes équipes de travail avec des collaborateurs donc certains venus de Kinshasa. Nous sommes en 2004. À Kigali, Kamerhe que je rencontre dans une salle d'attente de la résidence officielle du président rwandais, faisait partie, avec Augustin Katumba Mwanke, d'une délégation officielle dépêchée par le président Kabila auprès de Paul Kagame. Nous sommes au lendemain du massacre du 13 août 2004 des réfugiés Tutsis Banyamulenge au camp de transit de Gatumba, au Burundi, près de la ville d'Uvira. Le bilan est tragique : 160 Congolais Tutsis Banyamulenge pour la plupart des femmes et des enfants tués à la machette, à l'arme automatique, brûlés vifs, des corps mutilés, décapités par des combattants qui tapaient sur des tambours et chantaient « alléluias » ; plus de 100 blessés. Le FNL, les Forces pour la Libération Nationale du Burundi, revendique ce massacre auquel, selon

certaines sources, des Interahamwe rwandais ont pris part. Ce massacre fragilise le processus de paix. Le Rwanda et le Burundi menacent d'envoyer des troupes au Congo afin d'en poursuivre les auteurs. La rébellion Tutsie Banyamulenge de Laurent Nkunda promet de renverser le gouvernement de Kinshasa qui « massacre son propre peuple ». Kinshasa réagit qu'il opposera une réponse « si les troupes rwandaises et burundaises franchissent la frontière ». Le Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Union Africaine, la SADEC, etc., appellent toutes les parties à faire montre de retenue et à prendre les mesures nécessaires en vue de prévenir toute détérioration de la situation dans la région. Il faut renouer les contacts. Kamerhe qui a, depuis, pris le nom de « Le pacificateur », est à l'œuvre même si certains lui refusent cette appellation. Lui qui, pour être, pour rester, pour perdurer, a nargué tout le monde. Lui qui a livré les batailles les plus féroces. Même contre ce Rwanda, pays qu'il connaît le mieux, dont il se dit le plus proche, dont il parle la langue, qu'il a retrouvé le 13 mars 2019 après la victoire à la présidentielle de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Lui qui est revenu à Kigali le 26 mars 2019 aux côtés du Président de la République. Toujours avec la même chaleur. Augustin Katumba Mwanke avait prédit un destin funeste à Kamerhe. Un destin qui paraît tant hanter cet homme. Samedi 20 juin 2020, à la chambre foraine de la prison centrale de Makala, un jugement est tombé : vingt ans de travaux forcés, dix ans de non-éligibilité après l'accomplissement de la première peine. Au total : une peine de trente ans. Outre la confiscation des fonds et des biens meubles... Une catastrophe ! Comment cet homme en

(Suite à la page 3).

L'homme qui parlait librement

(Suite de la page 2).

est-il arrivé là, lui qui a tout été, a fait tant rêver ? Comment en est-il arrivé à cet exploit ? Il y a certainement une opinion pour contester le verdict, croire à un procès politique.

Augustin Katumba Mwanke avait eu l'honneur, me dit-il, de me recevoir en tête-à-tête deux fois. Deux jours d'affilée. Une première fois à son minuscule bureau officiel de deux bâtiments qui furent des salles de classe désaffectées d'une concession privée de Procoki cédée à l'AMP, l'Alliance de la Majorité Présidentielle. Quatre heures durant. Une seconde fois, le lendemain, à quelques encablures de Procoki, à nouveau quatre heures, dans une autre minuscule pièce qui lui servait de bureau dans une petite bâtisse contiguë de son habitation, non loin de la Jewels International School of Kinshasa, l'école indienne de Kinshasa.

La première fois, le tout puissant «Vice-président de la République» sinon «le Président de la République en personne» - comme l'appellent les chancelleries - vissé dans un fauteuil quelconque, fond en larmes devant moi quand il évoque la mort de Guillaume Samba Kaputo en août 2007. Une mort survenue en Afrique du Sud, officiellement, des suites d'un arrêt cardiaque. Puis, il m'annonce sa décision de quitter son poste de Secrétaire exécutif de l'Alliance de la Majorité Présidentielle, AMP. « Je n'en peux plus avec ces traîtres » qui siègent au Bureau politique de l'AMP, me dit cet homme trop puissant mais aussi trop détesté au point où quand il perd la vie, en février 2012, dans un mystérieux crash aérien survécu à l'atterrissage du jet privé, sur la piste de Kavumu, à Bukavu, au Sud-Kivu, à bord duquel il avait pris place, ses amis ne veulent pas laisser son corps passer une nuit dans la capitale, Kinshasa. Déjà, quand cette nouvelle avait été annoncée à ce Bureau politique réuni à Kingakani, nul, de la trentaine de convives, n'avait dit mot. Réunis autour de Joseph Kabila à sa ferme,

tous s'étaient contentés du repas auquel ils avaient été conviés avant de reprendre le chemin retour alors que le président affligé s'était isolé. Un parfait débarras ? Son corps transféré le surlendemain à Kinshasa, une stricte et courte séance a suffi au Palais du Peuple. Son vieil ami Évariste Boshab Mabudj adresse, sur les marches du siège du parlement, une violente oraison funèbre contre la classe politique kinoise avant que le corps ne soit aussitôt exfiltré dans la plus grande discrétion vers l'aéroport. Direction Lubumbashi avant Pweto, sa ville où il repose. Boshab est de toutes les étapes.

IL AFFRONTA LE SPHINX.

À Kinshasa, il n'y avait aucune de ces éternelles séances d'adoration de morts reconnus qui se déroulent dans le lobby du Palais du Peuple, lors des veillées mortuaires, avec le défilé de différentes couches du pouvoir devant le corps et la succession des cultes. Ce jour-là, j'avais préparé une gerbe de fleurs à poser sur le cercueil de celui qui fut souvent un voisin de strapontin lors des plénières de l'Assemblée nationale. Mais cette séance de pose de gerbes de fleurs ne fut pas prévue au programme. Le jour de la rencontre dans la concession de Procoki, Augustin Katumba Mwanke m'explique que la politique c'en était fini pour lui. Que désormais, il avait décidé de consacrer sa vie à protéger « le Chef, le Rais ». Il ne voulait plus se mêler des hommes politiques... « Je dois protéger le Rais. Car Vital vient de tuer Guillaume. Il ne va pas manquer d'éliminer le Chef... Je ne peux pas accepter ». Face à une telle grave accusation, je perds ma voix. Comment Kamerhe, président de l'Assemblée nationale, aurait pu donner la mort au conseiller spécial du Président en matière de sécurité ? «Vital a mis Guillaume dans un tel état que Guillaume a fini par craquer. Mais, Vital va marcher à pied dans cette ville, ici à Kinshasa... » ! Des phrases qui glacent le sang, répétées à l'envi. À nouveau, pourquoi

et comment Kamerhe aurait-il agi pour faire «craquer» un conseiller spécial du Président en matière de Sécurité ? En même temps, comment un homme, fût-il Katumba Mwanke, peut-il prédire l'Enfer à un autre homme et, en plus, à un acteur politique majeur ? Qui est-il pour prophétiser un tel avenir à un autre ? Face à cette éminence grise incontournable du Président, je ne fais qu'écouter. Plus tard, en réfléchissant, j'essaie de comprendre sur ce qui a pu se passer entre Vital et Guillaume. Vital avait-il pris Guillaume à la main dans le sac avant de lui faire du chantage, de le traîner dans la boue ? Au lendemain du Dialogue de Sun City, Guillaume aurait-il empêché Vital à prendre l'une des quatre vice-présidences du régime 1+4 qui revenait, dans le fameux «partage équitable et équilibré», à la plateforme Gouvernement, préférant la confier à un homme de l'Ouest, l'ami des années noires du père disparu, Abdoulaye Yerodia Ndombasi ? Pendant ces tours de passe-passe, Kamerhe qui avait co-présidé la délégation gouvernementale à Sun City, avait dû se retrouver de justesse dans ce partage contraint de se contenter d'un maroquin de bas niveau, le ministère de l'Information et de la Presse qu'un ancien journaliste de radio résidant en Afrique du Sud, Barnabé Kikaya Karubi, avait sportivement accepté de céder. Mais Katumba a plus d'arguments à me faire valoir. «Vital était des nôtres, m'explique-t-il. Il était prévu qu'il succède au Chef (dont le mandat arrivait à terme avant d'être miraculeusement prolongé, ndlr). Vital le savait. Il n'avait qu'à travailler et à attendre son tour. Le poste lui revenait de droit. Il a tout gâché. Il a commencé par tuer Guillaume. Il ne restait qu'à éliminer le Chef. Ça, je ne peux l'accepter... ». Je l'écoutais longuement, longtemps, sans réagir sauf pour dire à cet homme de petite taille, physiquement frêle, qui s'asseyait sur la dernière rangée de l'hémicycle, que nombre de ses collègues à l'Assemblée nationale ne connaissaient pas tellement qu'il n'avait

jamais pris la parole une seule fois, et qui n'attire pas de regard quand il est dans les travées, que s'il voulait « vraiment protéger le Président », il n'avait pas à quitter son poste de Secrétaire général du Bureau politique de la Majorité Présidentielle, une structure qui enferme de grosses pointures susceptibles de faire mal. Au contraire, il devait garder ce poste, travailler en interne à changer ceux qui y siègent, faire bouger les lignes de sympathie auprès de ce cercle et auprès des Congolais qui ne connaissaient pas son Chef. Katumba ne m'avait pas entendu. Il ne se passa pas une semaine qu'il officialisait son départ. L'annonce en fut faite un jour de décembre 2009 par son adjoint, un homme aux ordres, un Mobutiste repent, Louis Alphonse Koyagialo Ngbase te Gerengbo qu'il désignait à sa succession mais dont l'avenir politique sera trop étrangement bref. Si Koyagialo, Vice-premier ministre en charge des PTNTIC dans le Gouvernement Muzito, du 11 septembre 2011 au 6 mars 2012, avant d'assurer l'intérim du Chef du Gouvernement, du 7 mars au 9 mai 2012, à l'élection de Muzito comme député, avait succédé le 10 juin 2013 comme vingt-huitième Gouverneur du Grand Équateur, à l'ex-abbé Jean-Claude Baende Etafe Eliko combattu comme jamais par l'élite politique de sa province, l'homme connu dans l'affaire du massacre du campus de Lubumbashi du temps où il fut gouverneur du Katanga sous Mobutu, ne prit jamais ses fonctions à Mbandaka. Deux mois plus tard, en septembre, il fut foudroyé par une maladie inconnue. Hospitalisé à Kinshasa, évacué en Afrique du Sud, il meurt le 14 décembre 2014 à Johannesburg. Avec l'épilogue le 20 janvier à la prison de Makala du premier procès anti-corruption et de détournement des deniers publics qui a vu la condamnation d'un homme à vingt ans de travaux forcés et à dix ans d'inéligibilité, la prédiction de Katumba Mwanke est-elle en voie de se réaliser huit ans après la disparition de

celui qui fut l'homme fort de la Kabylie et qui reste une référence aujourd'hui pour certains ? Co-fondateur du parti présidentiel PPRD dont il fut le premier Secrétaire général de l'histoire, Kabila lui confie en 2006 la direction de sa campagne présidentielle. Au lendemain du triomphe électoral, Kamerhe se voit tout refuser mais parvient à enlever la présidence de l'Assemblée nationale par un vote massif des députés du PPRD et des opposants. Poussé à la porte de sortie trois ans plus tard par ses camarades du PPRD pour avoir critiqué l'appel fait par Kabila aux troupes rwandaises de venir au Congo se battre aux côtés des forces loyalistes contre des mouvements armés, Kamerhe se maintient à son poste trois mois durant mais doit abandonner son marteau quand ses co-équipiers s'éloignent de lui et démissionnent en bloc. S'il broie du noir, Kamerhe organise son rebond. Il crée une année plus tard en décembre 2010 son propre parti politique, UNC, l'Union pour la Nation Congolaise, avant de se porter candidat à la Présidentielle du 28 novembre 2011. Les chiffres officiels de la Commission Électorale Nationale Indépendante, CÉNI, lui accordent 7,74 % des voix. Résultat dont il est fier. Il a affronté l'opposant de tous les temps, Étienne Tshisekedi wa Mulumba appelé aussi «le Sphinx». Il a refusé de former avec lui un ticket hostile à son ancien mentor Kabila dont il conteste néanmoins la victoire, reconnaissant celle du « Sphinx » arrivé second, selon la CÉNI. Qu'importe ! Celui qui, en politique, a fait ses premières armes au Front jemo (Front des jeunes mobutistes du MPR-parti-État) et que des camarades du campus de Kinshasa accusent d'avoir joué un rôle d'« informateur » des services de sécurité, rejoint en 1983 les jeunes partisans de l'UDPS d'Étienne Tshisekedi. Quand le régime Kabila fait face à une crise politique sans précédent et prépare un « glissement » de mandat, Kamerhe prend la tête d'un groupe de personnalités de l'opposition qui

participe en septembre et en octobre 2016 à un énième dialogue, celui de la Cité de l'Union Africaine boycotté par toutes les têtes couronnées de l'opposition occupées à une grande rencontre qui ouvre ses travaux en juin 2016 à Genval dans une banlieue cossue de Bruxelles. Kamerhe s'était laissé convaincre par le médiateur de l'Union Africaine, le Togolais Edem Kodjo que Kabila lui donnerait la direction du Gouvernement qui en sera issu mais ce poste va à l'un des membres de sa délégation. Le 17 novembre 2016, l'ex-UDPS Samy Badibanga Ntita est nommé Premier ministre contre toute attente. Kamerhe est effondré. Littéralement ! Mais la crise perdure et, face à son ampleur, les évêques catholiques ayant activement saisi la rue, réclament un plus large consensus... Très fortement contesté par l'opposition, Kamerhe monte néanmoins en puissance, rallie le dialogue des ecclésiastiques. Le dialogue du Centre inter-diocésain qu'a rejoint le Rassemblement de Genval qui donne lieu à l'Accord de la Saint-Sylvestre. Mais, à nouveau, le 18 mai 2017, Kamerhe loue la primature. Si l'Accord de la Saint-Sylvestre désigne Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo comme futur Premier ministre à nommer par le président, rebelote, la Primature va à un autre ex-UDPS, Bruno Tshibala Nzenzhe. Kamerhe a beau aller à des dialogues et concertations, rien ne marche. Marquée au fer rouge par la ligne Katumba Mwanke ? La forteresse ne s'ouvre pas pour Kamerhe même s'il entretient de bonnes relations avec des membres de la famille biologique du président. Mais qui a dit que les carottes peuvent être cuites en politique ? Certes, les carottes peuvent être cuites, elles ne le sont néanmoins pas pour tout le monde. En tout cas pas pour des acteurs de trempe. Car voilà qu'une présidentielle se prépare fiévreusement et que tous «aujourd'hui plus que jamais», font bloc contre Kabila. Fayulu, Bemba sorti de prison à La Haye,

(Suite à la page 4).

Quel sort attend Kamerhe demain

(Suite de la page 3).

Moïse Katumbi Chapwe, etc. Ces deux derniers interdits de course par une CÉNI aux ordres. Katumbi fut très proche de Katumba. Il n'a pas oublié Kamerhe.

Cet « étranger » - venu de Kinshasa - qui, dans la ville de Lubumbashi où Katumbi est un monarque absolu, ose l'affronter publiquement et l'humilier sur ses terres ! Président de l'Assemblée nationale élu fin décembre 2006 et qui doit encore faire ses preuves, Kamerhe atterrit sur la piste de la capitale cuprifère. Il a été désigné pour représenter le Président de la République aux festivités de l'indépendance le 30 juin 2007.

Ce Kamerhe du lointain Kivu estime qu'il lui revient à lui et à lui seul, à son titre de représentant personnel du Président de la République, non de se précipiter à aller s'asseoir à la tribune d'honneur, mais de passer les troupes en revue, d'être accueilli par le gouverneur au pied de la tribune au terme de ce passage des troupes. Un air déjà de Président... avant l'heure ! Le roi du Katanga oppose un refus catégorique.

IL AFFRONTÉ LE ROI SUR SES TERRES.

Le début des cérémonies attendra tant que l'accord n'aura pas été trouvé entre les deux hommes. Le roi reste dans son palais, attendant un règlement de la crise. Spécialiste de la parade, Kamerhe s'éloigne. Il fait intervenir le Président de la République. Députés et membres de la délégation, avec Augustin Katumba Mwanke qui fut gouverneur ici sous Mzee, nous assistons incrédules à la bagarre. Quand Moïse apparaissait, debout, dans la limousine réhabilitée ayant appartenu autrefois à l'autre roi du Katanga, l'autre Moïse (Tshombe), nul ne sait comment l'affaire s'est négociée.

Dans la course pour cette présidentielle de novembre 2018, Kamerhe a réussi un autre exploit : se faire adouber aux diverses rencontres anti-Kabila qui recherchent, sous une médiation internationale, un candidat commun susceptible d'affronter avec succès



Augustin Katumba Mwanke. DR.

le dauphin de Kabila, les pays de la région, reprenant des thèses occidentales (l'Amérique de Trump veille, elle, qui a fait venir à Kinshasa sa représentante aux Nations Unies Nikki Halley revêtue d'un titre d'envoyée spéciale de Trump avec un message sans équivoque) ont juré de ne plus voir Kabila tenter de se succéder à lui-même. L'initiative qui consiste à faire barrage à Kabila ou à l'un des siens, est menée par un team d'organisations sud-africaines qui, soudain, se trouve en rupture de fonds. Qu'importe ! D'autres milieux anti-Kabila - le collectif des miniers très décidés - prennent la relève, mettent la main à la poche et, début novembre 2018, la rencontre de Genève a lieu. Attiré dans les filets, Kamerhe n'est pas au bout de ses peines. Le séducteur hors pair n'a vu venir aucun coup quand il lui est assuré que c'est lui et lui seul qui serait désigné candidat commun. Par un curieux vote - en l'espèce, tout sauf un mode de sortie de crise - ce candidat sera l'homme le plus faible du groupe, Martin Fayulu Madidi qui a promis que s'il était élu Président, il organiserait des nouvelles élections dans les deux ans de son pouvoir et s'en irait. Pour remettre à ses mentors que la CÉNI a, à tort ou à raison, invalidés ! Plébiscité président du Rassemblement après le décès de son père, Félix-Antoine Tshisekedi

Tshilombo qui aurait dû logiquement lever cette candidature commune, a aussi été roulé dans la farine. Colère et deuil parmi ses proches qui n'avaient jamais envisagé une autre candidature que la sienne et qui annoncent, bien avant que la nuit ne tombe, ce même 11 novembre 2018, le retrait de la rencontre et, aussi incroyable que cela, Kamerhe qui a senti le vent souffler, l'a rejoint. La donne a changé. Ainsi naît, le 23 novembre, à Nairobi, sous l'égide du président kényan Uhuru Kenyatta, la plate-forme électorale CACH, Cap pour le Changement, que consolident à Kinshasa, des personnalités clés et qui va porter Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo au pouvoir. Kamerhe a-t-il sous-estimé le fils du Sphinx que des observateurs disent qu'il porte 90% de l'ADN politique de son père ? À voir sa posture après sa nomination comme Directeur de cabinet du Président de la République, tout porte à le croire. À la Cité de l'Union Africaine où le Président a élu domicile, le Chef de l'État n'a pas accès à ses appartements et ne peut en sortir sans être vu, approché, voire invité par ce DirCab très entreprenant qui a déménagé lui aussi du Palais de la Nation et a pris ses quartiers dans un salon de la cité de l'UA qui donne aux appartements présidentiels. Là, il fait défiler en nombre ses premiers invités. Des dirigeants d'entreprises publiques et privées qu'il

raccompagne à la sortie du bâtiment, comme s'il était le maître des lieux. Cela dit, c'est certainement signe de classe apprécié. Si le DirCab n'est pas une entité constitutionnelle, cela ne l'empêche pas d'affréter des jets privés et de poster au monde des photos du paradis. En public, il prend la main ou tient l'épaule du Président et passe un message sans équivoque : à la Présidence de la République, il y a un couple... De même, il se dispute sinon la présidence, du moins, la préséance avec le Chef de l'État, faisant de l'officier d'ordonnance l'homme qui a mission de protéger et le Président et son DirCab. Dans la ville haute, on s'alarme et le protocole se fait incendier à chaque fois que l'avion présidentiel atterrit et que le Président emprunte la passerelle non avec le militaire dans le dos mais avec le DirCab comme si le garde du corps armé se trouvait là pour assurer la protection des deux hommes. Quand il sent que le couple, dans la perception publique, bat de l'aile en voyant le Président ne plus l'associer à des événements, il monte au front des médias, affirme qu'il n'est pas un DirCab « comme un autre ». « Je suis d'abord le partenaire du Président de la République ». Quand la suspicion s'enfle, il pousse le dysfonctionnement jusqu'à produire, devant caméras, le drapeau du pays planté, un compte-rendu d'une rencontre ayant

réuni loin des ors de la République le Président et son prédécesseur...

Le message est le même qui passe auprès des partenaires : admirez cette proximité et tirez-en les conclusions qui s'imposent. « Je ne l'ai jamais retoqué et il ne m'a jamais retoqué... », assure-t-il.

Lors de la publication fin août 2019 au petit matin du gouvernement Sylvestre Ilunga Ilunkamba, Kamerhe est aux côtés du porte-parole, les yeux rivés sur une copie de l'ordonnance présidentielle, s'assurant, mot à mot, que la lecture est bien faite.

Ce CACH légitimé qui a porté le fils du Sphinx au pouvoir et dont le nom revient de temps à temps dans certaines bouches, qui n'a pu vraiment exister, n'a jamais été rien d'autre que l'ombre de lui-même. Plus tard, ce sera le même jeu avec le fameux PCR, Pacte pour un Congo Retrouvé, présenté en grande pompe, le 24 janvier 2024, dans l'énorme salle Le Capitole de l'hôtel 5 étoiles Kin Plaza Arjaan by Rotana, sorti d'on ne sait quel cerveau mais qui réunit plusieurs regroupements politiques et semblait porter un projet mais qui vole en éclats le soir de son annonce du fait d'une hallucinante communication de Kamerhe qui faillit faire faire des AVC à ses partenaires incapables pendant des semaines de mettre la tête hors de chez eux. Voyant la présence d'hommes pouvant l'effacer, veut-il à tout prix s'assurer qu'il n'existe personne d'autre en dehors de lui et que face au Président, cela est mieux ainsi ? C'est là sous Tshisekedi que Kamerhe commence un nouveau chemin de croix.

Il peut compter sur l'Est, les Sud et Nord Kivu comme sur une armée numérique faite d'Amazones acquises voire aller à l'étranger où il compte des amis Chefs d'État et vante une amitié avec un certain Michel Rocard sauf que la politique ne ressemble ni à l'église, ni à une fratrie. Le roi est mort, vive le roi. S'il y a de la douleur à voir partir le roi, il y a de la joie à voir l'immortalité du pouvoir d'État. Qui contesterait à l'UNC cette loi et refuserait de reconnaître le nouvel homme qui y surgirait comme le firent ces anciens Fran-

çais qui hésitèrent à reconnaître Philippe de Valois comme successeur de Charles le Bel ? Début avril, au lendemain de l'arrestation de Kamerhe ordonnée par le procureur Kisula, le Président reçoit des membres de la direction du parti de Kamerhe puis, des femmes de ce parti. Vendredi 19 juin, veille du verdict du procès de Kamerhe, le Secrétaire général a.i de l'UNC, l'un de ses beaux-frères, Aimé Boji Sangara Bamanyirue, a, devant des médias, ces paroles : « La coalition CACH se porte très bien. La mission classique reconnue à tout parti politique a toujours été la conquête du pouvoir, son exercice et sa conservation le plus longtemps possible et de façon la plus démocratique. Désormais, l'UNC se donne cette mission de conserver, le plus longtemps possible, le pouvoir acquis avec le concours de ses partenaires de CACH ». Puis : « Si l'étape de la conquête a été parsemée d'embûches, celle de la conservation et de l'exercice ne l'est pas moins. J'en appelle au sens de responsabilité de chacun de nous... ».

Entre-temps, que des UNC élevés, par des ordonnances présidentielles, à des postes de dirigeants d'entreprises du portefeuille de l'État, des services publics, etc. ! Si, au lendemain de l'annonce de l'emprisonnement de cet homme, divers propos menaçants ou désacralisants ont rempli la Toile, ils paraissent depuis s'être évaporés. Sauf accident, nul ne voit un seul ministre UNC inscrire son nom sur une liste de candidats au départ. Il en sera ainsi. Depuis, Kamerhe a retrouvé incroyablement son marteau de son seul fait. Les attaques elles, n'ont jamais été aussi folles montées depuis des chambres noires et alors que des pétitions fusent de toutes parts visant à le déchoir. Va-t-il s'en sortir ? Quel sort attend demain en politique cet homme dont les prises de position publiques et les actes posés n'ont cessé de montrer une indépendance gênante ? (...).

extraits

Une Histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, Ce que je sais, éd. Paris, Tryphon Kin-kiey Mulumba ■

Félix Tshisekedi prend part à l'Assemblée générale de l'ONU



Arrivée dimanche 21 septembre 2025 à New-York du président Tshisekedi qui prend part à la 80^{ème} session de l'Assemblée générale de l'ONU. DR.

Semaine intense de travail pour le président congolais Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo arrivé dimanche 2 septembre à New York, aux États-Unis, pour participer à la 80^{ème} session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations-Unies.

Le Président de la République Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo est arrivé aux premières heures dimanche 21 septembre 2025 à New-York aux États-Unis d'Amérique pour prendre part à la 80^{ème} session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations-Unies. Le Chef de l'État a pris ses quartiers dans un hôtel à Manhattan. Il est accompagné de la Première Dame Denise Nyakeru Tshi-

sekedi et de quelques ministres sectoriels pour une semaine de travail annoncée «très chargée». Outre le sommet des Chefs d'État et de gouvernement qui s'ouvre mardi 23 septembre, le président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a participé lundi 22 septembre aux activités commémoratives du 80^{ème} anniversaire de l'ONU, au siège de cette institution placées sous le thème : « Mieux ensemble : plus de 80 ans au service de la paix, du développement et des droits humains ». Selon le programme de prise de parole, le président congolais sera mardi 23 septembre aux environs de 14:00' (heure de New-York, 19:00' à Kinshasa) à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU pour son discours lors de la deuxième session de l'après midi et dans la même journée que le président améri-

cain Donald Trump qui sera le premier, comme de coutume, à prendre la parole. Désigné vice-président de l'Assemblée générale de cette année, Félix Tshisekedi sera chargé d'appuyer le président de l'Assemblée Générale dans la coordination des travaux, l'établissement et l'organisation de l'ordre du jour ainsi que la supervision du règlement intérieur.

GENO-COST. À ce titre, il peut remplacer le président en cas d'absence ou d'empêchement et présider certaines réunions des commissions. Le rendez-vous annuel des Chefs d'État intervient cette année dans un contexte mondial marqué par des tensions géopolitiques, de remise en cause grandissante du multilatéralisme et de crises sécuritaires. Le discours du président congolais, le sixième depuis son

arrivée au pouvoir, est très attendu au regard des avancées significatives obtenues grâce à sa diplomatie de paix en faveur de son pays. Cette assemblée générale de l'ONU présente une opportunité de plus offerte au président congolais d'intensifier son plaidoyer à l'international pour la reconnaissance du Genocost congolais, qui signifie « le génocide pour des gains économiques », une combinaison de Génocide et Coût. Il s'agit d'une initiative du CAYP, une plateforme d'actions de jeunes Congolais mise en place pour la mémoire et la reconnaissance des millions de Congolais tués dans les conflits qui ravagent le pays depuis plus de trois décennies. Genocost est une «campagne qui a pour but la reconnaissance officielle de la date du 2 août comme un jour de commémoration

en souvenir de tous ceux que nous avons perdu dans notre longue histoire de violence au Congo», comme l'écrit le site Genocost.org. Lundi 22 septembre, Félix Tshisekedi a présidé une grande activité avec le Fonds National des Réparations des Victimes des Violences sexuelles liées aux conflits et des victimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, Fonarev, une institution à caractère publique en faveur de la réparation des victimes des violences sexuelles liés aux conflits et des victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. En marge de sa participation à cette assemblée générale de l'ONU, il aura des contacts de haut niveau dans le cadre bilatéral et multilatéral. Pour Kinshasa, les enjeux sont multiples dont les défis sécuritaires. Le 1^{er} août dernier, Kinsha-

sa et Kigali avaient signé, sous l'égide des États-Unis, un énoncé de principes pour un cadre d'intégration économique régionale, venant compléter l'accord de paix conclu entre les deux pays à Washington le 27 juin. Mais les pourparlers de paix de Doha piétinent, tandis que les combats ont repris depuis peu entre les forces armées congolaises et les rebelles de l'AFC/M23. Dimanche 21 septembre, des bombardements aériens, lancés par les FARDC sur les positions rebelles de l'AFC-M23, se sont poursuivis dans les territoires de Masisi et Walikale, Nord-Kivu. Des frappes enregistrées notamment dans les villages Mukwengwa, Bibwe, Nyarushamba, Nyenge et Hembe dans la chefferie des Bashali. Elles ciblent aussi les positions rebelles à Peti, dans le territoire de Walikale.

Des sources locales rapportent que les FARDC pilonnent les positions des rebelles de l'AFC-M23 dans ces deux territoires. Ces bombardements aériens interviennent après deux jours consécutifs d'intenses affrontements entre les rebelles et les FARDC coalisés aux Wazalendo. Sans donner de bilan, des sources concordantes parlent de plusieurs morts et de maisons incendiées à Mukwengwa et Nyabikeri dans le Masisi par les rebelles, en guise de représailles. La situation sécuritaire demeure très tendue dans le territoire de Masisi, théâtre de violents combats entre FARDC et M23 depuis des semaines. Elle témoigne à quel point piétine le processus de paix de Doha, qui met autour d'une même table le Gouvernement de Kinshasa et les rebelles de l'AFC-M23, soutenus par le Rwanda.

avec AGENCES ■

Avec ses multiples conflits fonciers, le Bandundu sur les routes du Kivu

Au moins soixante-dix-huit conflits coutumiers et fonciers identifiés dans l'espace Grand Bandundu, dans les provinces du Kwilu et du Kwango qui menacent la sécurité de ces deux provinces. L'espace Grand Bandundu est-il sur les traces du Kivu avec ses guerres qui durent depuis trois décennies?

Les FARDC, Forces Armées Congolaises, ont recensé au moins soixante-dix-huit conflits coutumiers et fonciers qui menacent la situation sécuritaire dans deux provinces de l'espace Grand Bandundu, le Kwilu et le Kwango. Ces tensions, bien que localisées, présentent un risque élevé de débordements intercommunitaires à grande échelle.

Le commandant de la première zone de défense, le général-major Shiko Tshintambwe, a fait la mise au point vendredi 19 septembre à l'issue de la mission d'inspection et d'évaluation effectuée dans les deux provinces. Selon le porte-parole de la XI^{ème} région militaire, certains de ces conflits sont susceptibles de dégénérer et de menacer la stabilité des groupements proches de



Le Vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur Jacquemin Shabani Lukoo Bihango à Bandundu Ville, capitale de la province du Kwilu, lors du lancement de l'opération Ndobu. DR.

Kinshasa, siège des institutions du pays. La mission a également évalué le mécanisme d'évacuation des ex-combattants Mobondo. Il en ressort que ces éléments armés continuent de représenter une menace sécuritaire, notamment sur les axes des routes nationales n°1 et n°17. L'armée annonce un rapport détaillé qui sera transmis à la haute hiérarchie

militaire afin de proposer des solutions urgentes et durables aux foyers de tensions.

LES MOBONDO. Après l'étape du Kwilu et du Kwango, la mission devrait se poursuivre au Mai-Ndombe. « Nous sommes conscients que depuis quelques années, l'insécurité a aussi affecté la province du Kwilu par le phénomène

Mobondo. Nous avons été au Kwango, aujourd'hui nous sommes ici et bientôt nous serons au Mai-Ndombe. Nous avons réuni les députés nationaux à Kinshasa, nous serons ici avec les provinciaux et les chefs coutumiers dans l'optique d'organiser un forum de paix au Kwilu. Ce forum réunira toutes les forces vives. Toutes les difficultés seront prises en

compte, notamment les problèmes des limites des provinces et les difficultés relatives au pouvoir coutumier. Ces termes de référence vont tout prendre en compte pour résoudre cette crise une bonne fois pour toutes », avait déclaré fin août à Bandundu Ville, le Vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur et Sécurité Jacquemin Shabani Lukoo Bihango venu

lancer l'opération Ndobu avec pour objectif de lutter contre le banditisme dans les villes et territoires. « Le Chef de l'État, la Première ministre et cheffe du gouvernement seront ici, ainsi que tous les Gouverneurs de provinces. En marge de cette activité (la XI^{ème} Conférence des gouverneurs, ndlr), le Conseil des ministres se tiendra ici dans la

ville de Bandundu. C'est-à-dire qu'à ce moment-là, toute la République sera ici (à Bandundu Ville) avec vous. C'est pourquoi, nous sommes ici pour appuyer le gouvernement provincial afin qu'il soit en mesure d'accueillir ces assises », avait-il précisé en lien avec les questions notamment liées à la sécurité.

Jacquemin Shabani Lukoo Bihango arrivait à Bandundu Ville pour la première fois comme membre du gouvernement dans le chef-lieu de l'ancienne province de Bandundu. Près de dix ans après le découpage territorial, l'ensemble de la région peine toujours à prendre son envol. Outre la crise sécuritaire, des défis socio-économiques énormes maintiennent les trois provinces dans les rangs des régions sous-développées. L'absence de développement des voies de communication (pas de routes modernes, pas d'engins pour le voyage sur les rivières, des aéroports délabrés), l'accès difficile à l'électricité et à l'eau potable (à l'exception de Bandundu Ville), le faible niveau économique suite à l'absence d'industries et d'entreprises, etc., ont été les grandes questions sans réponse.

avec AGENCES ■

Un scout iturien lance un appel à la paix aux jeunes de l'Ituri

Un appel à chaque fille et fils de la province de l'Ituri a été lancé à Bunia en vue de jouer sa partition pour la pacification de la province.

Un appel à chaque fille et fils de l'Ituri, dans le Nord-Est du pays à jouer sa partition pour la pacification de la province de l'Ituri, en état de siège, et est placée sous le commandement du gouverneur militaire, le général Johny Luboya Nka-

shama, a été lancé lundi 22 septembre par le président du comité provincial du scout de l'Ituri, Pascal Takaibone, lors d'un entretien avec l'Agence Congolaise de Presse, ACP. Le président des scouts de l'Ituri Pascal Takaibone revenait de la XIX^{ème} Conférence africaine de scouts qui s'est réunie à Antananarivo, à Madagascar. Cette conférence qui s'était réunie du 18 au 21 septembre 2025 à Antananarivo a regroupé des délégués de mouvements scouts venus de quarante-deux

pays africains avec sept délégués congolais. Elle portait cette année le thème de « Vivre ensemble pour la paix ».

APPEL À REJOINDRE LES SCOUTS. « Aux Ituriens et Ituriennes, nous avons besoin de nous préoccuper de la situation de notre pays. Chacun doit faire quelque chose pour la pacification. Il a été demandé à chaque organisation nationale de scout ou provinciale d'apporter sa contribution afin que la paix puisse régner », a

déclaré Pascal Takaibone. Il a laissé entendre que l'Ituri va bénéficier de l'expérience de scouts d'autres pays du continent africain, notamment à travers les projets de protection de l'environnement à l'instar du Niger. « Nous allons partager l'expérience que nous avons apprise des scouts du Niger qui ont fait de grandes choses. Ils ont fait des projets autour de la protection de l'environnement, etc. Sur le plan comportemental, nous avons également appris

beaucoup de choses grâce aux différentes cultures issues des 42 pays qui ont participé à cette conférence », s'est-il engagé. Concernant les opportunités trouvées lors de cette conférence d'Antananarivo à travers cette participation de l'Ituri, le président du comité provincial du scout de l'Ituri a eu ces mots : « Nous avons identifié les opportunités, par exemple nous avons rencontré l'Unicef, et nous allons continuer de discuter comment l'Unicef pourra aider les scouts de la République Démocrate

du Congo en général et de l'Ituri en particulier. Les opportunités ont été aussi par l'échange des expériences sur comment d'autres scouts ont trouvé le financement de leurs projets. Nous avons pris langue avec le bureau mondial du scout prêt à financer les activités du projet « Amani Amahoro » avec le Rwanda, Burundi et l'Ouganda au cas où les trois pays vont se mettre d'accord pour organiser ces activités ». Le scoutisme de l'Ituri, a rassuré Pascal Takaibone, devra connaître de plus en

plus une évolution. On a besoin de l'effectif ; il faut envoyer les enfants pour bénéficier de la formation pour la vie. On est en train de mener de plaidoyer pour que nos formations soient reconnues par le pouvoir public. « Dans une zone sous turbulences sécuritaires avec les groupes armés, nous avons besoin de multiplier les mécanismes pour encadrer les jeunes afin de diminuer l'envie de ceux-ci à intégrer les groupes armés », a par ailleurs déclaré Pascal Takaibone.

avec AGENCES ■

Une Maison d'Allemagne ouvre ses portes à Kinshasa

L' Ambassade d'Allemagne à Kinshasa a ouvert samedi 20 septembre un espace Maison Allemande de Kinshasa. L'espace a pour ambition de devenir « un espace de rencontres, de découvertes et d'échanges culturels et, plus tard, un espace économique entre le Congo et l'Allemagne », a-t-on annoncé.

LIEU DE RENCONTRE ET D'ÉCHANGE. Présentée comme « une initiative citoyenne », la Maison Allemande de Kinshasa vise à déconstruire les préjugés culturels et à promouvoir la langue et la culture allemandes sur une base volontaire. Elle vise « la déconstruction des préjugés que les deux peuples ont les uns sur les autres qui



Ingo Herbert, l'ambassadeur d'Allemagne à Kinshasa, lors de la manifestation. DR.

passer par la connaissance mutuelle». « La Maison Allemande à Kinshasa est le résultat de plusieurs années de

réflexion, de sacrifices et d'engagement social de certains anciens diplômés des universités allemandes revenus au

Congo, mais aussi de certains compatriotes vivant en Allemagne et de beaucoup d'autres amis d'Allemagne au

Congo. Ainsi donc, partir des échanges culturels pour parvenir à plus d'échanges économiques est notre vision à long

terme, même si cela pourrait paraître utopique au regard des défis de sécurité juridique des investissements dans une société où la rigueur allemande éprouve d'énormes difficultés d'adaptation », a déclaré le professeur Yves-Junior Manzanza, l'adjoint du président du Conseil d'administration de l'espace. L'espace veut lutter contre des préjugés qui empêchent de découvrir l'abondante richesse humaine et culturelle dont dispose chacun de ces peuples. Il rappelle que cette tâche ne peut pas être laissée aux seules ambassades respectives qui ont déjà beaucoup à faire. « Les principales motivations se résument en une seule idée : faciliter des échanges entre l'Allemagne et le Congo, renforcer les liens entre les deux pays. C'est donc une façon pour nous de rendre à la commu-

nauté à laquelle nous appartenons, ce que nous avons reçu en Allemagne et c'est de façon bénévole et sur base du volontariat », a poursuivi l'adjoint du président du Conseil d'administration. L'ambassadeur d'Allemagne, Ingo Herbert également président de la Coalition pour la liberté des médias libre comprenant outre son pays, les Pays-Bas, le Canada et le Royaume Uni, promet d'accompagner cette initiative et rappelle l'importance de la maîtrise de la langue allemande pour ceux qui veulent étudier et travailler en Allemagne. « Je suis très impressionné par la Maison, par l'investissement qu'ils ont consenti. Mais on est prêt aussi pour soutenir cette initiative avec les équipements, les livres et les autres besoins », a poursuivi le diplomate. De son côté, l'ambassadrice du Congo en Allemagne, Louise Nzanga pense que ces échanges culturels vont aboutir à plus d'échanges économiques à long terme. Elle promet l'accompagnement et le soutien de l'ambassade congolaise en Allemagne. Avec quelques partenaires allemands, tels le Centre des langues de l'Université de Würzburg et l'Association germano-congolaise des juristes, la Maison d'Allemagne à Kinshasa propose, à partir du 8 septembre 2025, les cours de langue. Elle prévoit des programmes culturels tels le cinéma, les rencontres littéraires, la table ronde sociale appelée « Stammtisch » en allemand, les journées d'informations et de documentations sur l'Allemagne (pour lutter contre la désinformation et les arnaques), le jardin de vacances pour enfants, l'accueil et l'orientation des stagiaires et/ou volontaires allemands au Congo, le forum social et économique destiné à présenter les différentes structures allemandes opérant au Congo ou les projets financés par ces dernières.

Des boursiers congolais reviennent du Maroc

Des jeunes boursiers congolais pris en charge par le ministère de la Formation Professionnelle, qui suivaient leur formation au Maroc, ont regagné le pays samedi 20 septembre.

« Ces bourses ont été obtenues grâce à la coopération entre le Royaume du Maroc et la République démocratique du Congo par l'entremise du ministère de la Formation professionnelle. Que les honneurs reviennent au Chef de l'État, Félix Tshisekedi, qui avait instruit le Gouvernement à agir si tôt pour rapatrier ces boursiers butés à la difficulté de regagner le pays », a déclaré Marc Ekila, ministre d'État en charge de la Formation professionnelle, dans un communiqué de son service de communication.

Marc Ekila Likombo a, à l'arrivée de ces boursiers à l'Aéroport International de N'djili à Kinshasa, pris l'engagement de recruter ces jeunes au sein de l'Inspection Générale à la Formation professionnelle, qui a besoin d'un nouveau souffle porté par la jeunesse. Boursiers de cette toute première édition étaient en formation au Royaume du Maroc, grâce à une bourse gouvernementale. Ils ont salué le geste du gouvernement pour leur retour au pays et se sont engagés à servir la nation en faisant preuve des connaissances acquises durant leur séjour d'apprentissage au Royaume chérifien. Plusieurs experts sont d'avis que pour booster les efforts qui mènent au développement, il est impérieux d'investir dans la Formation professionnelle et les métiers. Ceci cadre avec le

pilier quatre (4) du Programme d'actions du Gouvernement Suminwa, qui vise à construire un système éducatif contribuant efficacement au développement national, à la citoyenneté et à la promotion de l'éthique du travail. Le Gouvernement prévoit également de construire et de renforcer les centres de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers, afin de contribuer à l'éradication de la délinquance et du chômage des jeunes. Le Royaume chérifien est le pays où est enterré l'ancien président congolais, Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Za Banga qui a trouvé la mort le 7 septembre 1997 à Rabat à l'hôpital militaire Mohammed V des suites d'un cancer de la prostate. Il avait quitté le 17 mai 1997 par Gbadolite et s'était rendu à Lomé, au Togo, dans un premier temps.

Ebola fait des morts dans le Kasai

Le 4 septembre 2025, le ministère de la Santé a déclaré une nouvelle épidémie de maladie à virus Ebola, MVE, dans l'espace Kasai. L'épidémie s'est propagée aux zones de santé de Bulape, Mwaka, Mushenge et Kakenge.

Deux semaines après le début de l'épidémie d'Ebola, 48 cas ont été signalés - 38 confirmés, 10 probables - avec 31 décès au 17 septembre 2025. L'épidémie, initialement confinée à deux districts, s'est désormais étendue à quatre. Le détail des cas montre trois décès parmi les enfants de moins de cinq ans, avec une proportion disproportionnée de femmes touchées. 55 % des cas confirmés et 65 % des décès enregistrés jusqu'à présent concernent des femmes. La majorité des personnes touchées sont âgées de 15 ans et

plus. Avec 680.000 personnes exposées à un risque immédiat et plus de 2 millions à risque étendu, la Croix-Rouge du Congo est sur le terrain pour fournir une assistance d'urgence. La maladie reste géographiquement limitée, grâce à des interventions rapides qui ont permis de ralentir la transmission. Au cours des derniers jours, une seule communauté a été touchée, ce qui porte le nombre total à treize. Selon l'OMS, Organisation Mondiale de la Santé, les centres de traitement sont entièrement équipés, les professionnels de santé protégés et les pays voisins en état d'alerte. Grâce à la vaccination, à la recherche des contacts et à des installations bien équipées, tous les efforts sont concentrés sur la protection des vies et la prévention d'une nouvelle propagation du virus. Plus largement, l'OMS évalue le risque global pour

la santé publique posé par l'épidémie actuelle comme élevé au niveau national, modéré au niveau régional et faible au niveau mondial. «Aucune mesure liée au trafic international n'est actuellement justifiée», conclut l'agence onusienne, insistant sur le renforcement de la surveillance aux postes-frontières. En réponse à la recrudescence des cas d'Ebola dans la province du Kasai, l'OMS et les autorités sanitaires congolaises poursuivent leur campagne de vaccination, en ciblant les agents de santé ainsi que les personnes ayant été en contact avec des cas confirmés. Selon l'OMS, plus de 760 des 3.500 doses de vaccin actuellement disponibles ont été envoyées à Bulape, l'épicentre de l'épidémie. D'autres doses seront acheminées dans les prochains jours dans les localités du Kasai touchées.

Si la province du Kwilu a hâte à accueillir les 52 autorités provinciales, elle s'en pose des questions

Au rythme où se déploie l'agenda du Chef de l'État, il paraît de moins en moins évident qu'il puisse se rendre en mission d'itinérance dans le Kwilu comme cela avait été annoncé lors du Conseil des ministres du 9 mai 2025. Après le Lualaba, viendrait tour à tour le Kongo Central, l'espace Grand Bandundu et celui de l'Équateur. Mais la province n'échappera pas à l'accueil de la XIII^{ème} Conférence des Gouverneurs dont la tenue dans le Kwilu avait été annoncée le 13 juin à Kolwezi, dans le Lualaba, à la clôture de la XII^{ème} Conférence des Gouverneurs.

Comment le Kwilu accueillerait ce grand moment de rencontre et d'échange et dans quelles conditions? Prévue pour se tenir au mois de décembre dans la ville de Bandundu, capitale de la province, la ville ne dispose actuellement d'aucune infrastructure d'accueil (hôtel, salle d'appa-



L'Honorable Député National Tryphon Kin-kiey Mulumba accueille, à son bureau de l'avenue Roi Baudouin, l'Honorable président de l'Assemblée provinciale du Kwilu, Claude Kumpel Mpasi. DR.

rat, etc.), ni de voies d'accès, celle pouvant permettre rejoindre la ville étant l'aérodrome de Basoko, située au cœur de la ville et continuellement traversée par des piétons, des motocyclistes, des poules et des chèvres en errance, est dans un état déplorable. Quel type d'avion présidentiel se pose-

rait sur une telle piste sans l'érection préalable d'un mur de protection? Problème identique pour l'autre aéroport, de Kikwit.

AXE 316-BUZALA-BANDUNDU. Si un contrat de réfection a été signé il y a quelques semaines, des travaux de renouvellement de l'asphalte sur la piste

et le tarmac n'ont pas encore débuté. Mais l'Office des Routes, OR, annonce que ces travaux se dérouleront jour et nuit. Tiendront-ils le délai? C'est l'inquiétude portée par l'Honorable Claude Kumpel Mpasi, président de l'Assemblée provinciale, qui l'a exprimée lors de la visite qu'il a rendue vendredi

19 septembre au président du Conseil d'Administration de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, RVA-SA, le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba. Mais cette voie aérienne, si elle rouvre avant décembre 2025, saura-t-elle absorber l'impressionnant nombre de personnalités que cet événe-

ment entraîne et par quel type d'avions? Il faut compter déjà 52 autorités provinciales (gouverneurs et présidents des Assemblées). À ajouter les ministres et les services... Les avions qui desservent cette ligne sont des Let L-410 UVP-E, des Beechcraft 1900D, des «avions de brousse». De là, l'importance de la

RN 17 reliant Mongata à Bandundu par Masia Mbio. Mais le projet de réhabilitation de cette voie commencé par une firme chinoise a été suspendu suite à l'insécurité causée par la milice Mobondo qui a donné, en quatre ans, la mort à plus de 5.000 personnes, selon la Commission Diocésaine Justice et Paix, CDJP, de Kinshasa qui a livré le 30 août cette information. Outre les vies humaines, les Mobondo ont, depuis 2022, selon la CDJP, fait, plus de 700.000 déplacés et une centaine d'orphelins. L'axe Buzala-316 serait-il la solution? À Bandundu ville, les pouvoirs présentent cette voie comme une réponse aux tracas de Mongata-Bandundu. Partir de Buzala, le nom d'un port situé à la partie Est de Bandundu jusqu'à la nationale n°1, à la localité 316, à quelques kilomètres de la ville de Kenge, est un raccourci pour qui veut se rendre à la ville de Bandundu depuis Kinshasa, 201 kms, contre l'axe Mongata-Bandundu long de 350 kms mais dont l'intérêt économique est qu'il conduit aussi vers le Mai-Ndombe voisin.

D. DADEI ■

Le Conseil d'Administration avait réclamé son départ, le D-G Fabrice Lusinde quitte la Snél

Expert en questions énergétiques, maîtrisant, semble-t-il, les enjeux du marché de l'électricité congolais sur le plan tant national que régional, le D-G de la Snél Fabrice Lusinde Wa Lusangi Kabemba entretenait des relations tendues avec le Conseil d'Administration de la société nationale qui avait formulé divers griefs contre lui.

Des relations conflictuelles, «une insubordination inacceptable» et des «dérives répétées». Lusinde aurait pris des décisions qui violeraient des textes légaux de la Snél-SA, Société



L'ancien ministre des Ressources Hydrauliques et énergie, Lwamba Muba Teddy Lwamba est D-G de la Snél. DR.

Nationale d'Électricité, Société Anonyme, refusé d'exécuter des décisions d'un conseil dont il était membre, créant ainsi «un climat de tension et d'inefficacité au sein de l'entreprise». Dans une correspondance adressée en juin dernier au ministre du Portefeuille avec copie au Président de la République et à la Première ministre, le patron de la Snél, Luc Badibanga Mwanza, président du Conseil d'Administration relevait des «cas patents de mauvaise gouvernance, caractérisés par une absence totale de transparence dans les opérations financières et administratives». Fabrice Lusinde Wa

Lusangi Kabemba se serait octroyé des avantages indus avec notamment un double salaire outre une gouvernance qui «compromet la réputation déjà fragile de la Snél», poursuit Badibanga, qui disait «attendre un nouveau leadership capable de relever la société qui continue d'entretenir à ce jour une comptabilité irrégulière et non informatisée». En 2023, des commissaires aux comptes ont pointé environ 200 millions de \$US d'opérations non justifiées dans les livres de la Snél. La coupure de l'électricité dans la nuit du 10 au 11 septembre à l'aéroport international de N'djili a-t-elle été une goutte d'eau qui fit déborder le

vase? Samedi 20 septembre, une ordonnance présidentielle lue à la Rtna a mis fin aux fonctions de Fabrice Lusinde qui a passé le flambeau à l'ancien ministre des Ressources Hydrauliques et Énergie du Gouvernement Suminwa I, Lwamba Muba Teddy Lwamba. Ingénieur électromécanicien et professeur d'Université, le nouveau directeur général de la Snél avait été directeur général adjoint de 2022 à 2024 à la Snél avant de prendre le portefeuille des Ressources Hydrauliques et Énergie dans Suminwa I. En 2011, Teddy Luamba fut chef des services Électricité et Instrumentation à la Société d'exploitation

de Kipoi, SEK, avant de devenir en 2013, coordinateur de projet de la Centrale thermique de Luena dans le cadre du projet Gécamines/CTL. Le nouveau D-G est membre de l'Institut of Electrical and Electronics Engineers, IEEE. Il hérite de plusieurs projets et chantiers, en cours et ceux programmés pour améliorer l'accès à l'électricité. Entre autres le barrage de Kakobola, déjà arrivé en phase de distribution dans le Grand Bandundu, les projets des barrages d'Inga et de Zongo en province du Kongo Central et le barrage de Katender destiné à alimenter en électricité les provinces du centre du pays.

ALUNGA MBUWA ■

Trump

Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Il est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great», maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benjamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcaster américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur

le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assène-t-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclencher la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Si l'Aéroport de N'djili fait face à des problèmes, les avions décollent et atterrissent

Le grave incident intervenu à Kinshasa dans la nuit de mercredi

10 à jeudi 11 septembre 2025 à l'Aéroport International de N'djili aux environs de 02:00' avec l'interruption de fourniture du courant électrique par la Snél et l'échec de la prise en charge des groupes électrogènes qui a plongé la tour de contrôle et la piste d'atterrissage dans un blackout total provoquant la diversion sur la piste de Maya-Maya à Brazzaville de trois vols internationaux et un retard d'atterrissage d'une dizaine de minutes de l'avion présidentiel à bord duquel se trouvait le président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo de retour d'une visite d'État au Kazakhstan, a conduit à l'interpellation de hauts cadres de la direction générale de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, RVA-SA, en tête le directeur général Léonard Ngoma Mbaki et le commandant de l'aéroport Vicky Lutshaka Lundula. L'atterrissage de l'avion DRC 001 estimé à 02:27' locales, a eu lieu à 02:38', un retard de 11 minutes.

Nul ne sait ce que les enquêtes ouvertes par les Services donneront comme conclusions quand des médias et des influenceurs sur les réseaux sociaux disent avoir aperçu une tentative d'attentat contre le président de la République. Mais la question est dans toutes les bouches : s'est-il agi d'un attentat, d'une incompétence ou d'une irresponsabilité des responsables de la RVA-SA? Le directeur général de la RVA-SA a été suspendu de ses fonctions vendredi 19 septembre pour une durée de trois mois par un arrêté de la ministre du Portefeuille, Julie Mbuyi Shiku après que le commandant de l'aéroport Vicky Lutshaka Lundula eût écopé lui, d'une «suspension par mesure d'ordre» signée le 11 septembre par le directeur général pour n'avoir pas obéi à ses instructions.



En 66 ans d'existence, l'Aéroport de N'djili n'a vu se construire qu'une aérogare modulaire internationale temporaire. DR.

Selon la lettre du directeur général (n°RVA/DG/2964/2025) datée du 11 septembre basée sur «une analyse préliminaire de cet incident», le commandant de l'Aéroport International de N'djili aurait refusé «d'obtempérer à (ses) instructions pour l'achat de l'inverseur des charges». Vicky Lutshaka Lundula aurait acquis du matériel de marque Unicompex plutôt que de requérir une pièce Sitele «mieux qualifiée» étant sous-traitant d'Aeronav, la firme qui avait installé les équipements électromécaniques dont quatre groupes électrogènes, les inverseurs de source automatiques, les pupitres de contrôle et de commande. Pire, le commandant aurait, cette nuit-là, «laissé en place un technicien de permanence incompétent qui n'a pas su observer le protocole mis à sa disposition pour activer le mode opératoire du secours inversé». Selon un rapport préliminaire d'une enquête ordonnée par le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, président du Conseil d'Administration et autorité de contrôle de la RVA-SA, conduite en trois jours par deux administrateurs, Charles Ngandu Ndumbi et Raphaël Kapambu Katukonki, présenté et adopté le mercredi 17 septembre lors de la neuvième réunion statutaire de l'année

de cet organe, «des défaillances humaines et des défaillances opérationnelles» sont à la base de cet «incident majeur». Sur «les défaillances humaines», le rapport fait état de «contradiction des techniciens sur le maniement des équipements à cause de l'insobéissance de protocole d'utilisation. Quoiqu'avisé par le point focal de la RVA-SA rattaché à la présidence, certains responsables se sont démobilisés quelques heures avant l'arrivée de l'avion présidentiel. Les autorités de la RVA-SA étaient absentes à l'aéroport, elles qui devaient encadrer les personnels à cet effet».

MATÉRIEL EN OBSOLESCENCE.

Sur «les défaillances opérationnelles», le rapport des administrateurs écrit que «les équipements de secours n'étaient pas en état d'utilisation ; plusieurs correspondances alertaient la Direction Générale sur l'état des équipements sont restées lettres mortes». Le rapport demande au Conseil d'Administration «d'enjoindre la Direction Générale de prendre des mesures correctives en vue d'éviter à l'avenir ce genre d'incidents majeurs». Il appelle les autorités à sanctionner «les agents coupables». Reste l'état actuel des infrastructures de cet aé-

roport. Sait-on que N'djili (code IATA : FIH, code OACI : FZAA) fut inauguré le 14 février 1959 dans la banlieue de ce que fut alors Léopoldville aujourd'hui Kinshasa? C'est le Belge Henri Cornelis, Gouverneur Général du Congo Belge et du Rwanda-Burundi, qui en coupa le ruban symbolique. La piste de cet aéroport alors longue de 4.694 m fut à l'époque une référence planétaire dans l'aviation civile au point que les plus gros porteurs terminaient leur atterrissage et décollaient à mi-piste. Cette piste était et est restée des années durant, la plus longue piste d'envol du monde, faisant tant la fierté du Congo devenu Zaïre sous Mobutu avant de reprendre son nom à la prise du pouvoir le 20 mai 1997 par Laurent-Désiré Kabila. Conçu par la colonisation belge pour recevoir des avions à réaction qui mettaient l'ex-Léopoldville à 7:30' de vol de la métropole, N'djili était appelé à être un hub aéroportuaire au rayonnement du continent autour duquel les ambitions de développement se cristallisaient avec une compagnie Air Congo (Air Zaïre) dont ce fut le terminal avec 160 pilotes et qui desservait diverses villes du monde. En 1978, la compagnie desservait Kinshasa, Kisangani, Kananga, Mbuji Mayi, Bukavu, Isiro, Goma, Lubum-

bashi au niveau interne, Entebbe, Nairobi, Dar es Salaam, Bujumbura, Libreville, Douala, Lagos, Lomé, Abidjan et Dakar en Afrique, Athènes, Bruxelles, Londres, Madrid, Paris et Rome en Europe. Et, en 1981, signe de la vision robuste de l'aéroport et de sa compagnie de référence, ce fut 22 destinations internationales. En soixante-six ans d'existence, a-t-on vu des rénovations ou des améliorations en termes d'infrastructures et de matériels techniques sur cette plateforme aéroportuaire? Certes, un nouveau terminal international appelé «aérogare modulaire», réalisé par les firmes Alpha-Airport et Sinohydro pour un montant de 79 millions de \$US financé par la Banque Africaine de Développement, BAD pour 86% et la Régie des Voies Aériennes, pour 14%, fut inauguré le 25 juin 2015 tout comme une nouvelle tour de contrôle et une caserne anti-incendie. Un terminal équipé de 17 points d'enregistrement et de 2 carrousels de livraison de bagages, conformes aux normes de l'OACI, l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. Lors de la cérémonie de lancement, le directeur général de l'époque, Bilenge Abdallah avait annoncé que ce terminal «d'une superficie de 10.000 m2 et d'une capacité d'un million de pas-

sagers par an, offrait tous les atouts nécessaires pour le traitement des passagers et des bagages, dans des conditions de confort et de sécurité répondant aux dernières exigences internationales en vigueur». Le terminal équipé d'un parking de 246 véhicules, pouvait accueillir jusqu'à 500 passagers. Il disposait outre cela de deux groupes électrogènes d'une capacité de 800 KW chacun et des véhicules pour l'embarquement et le débarquement des passagers. Mais cette aérogare modulaire n'était que «temporaire», conçu pour ne durer que cinq ans. À l'époque, Kinshasa avait annoncé dans la foulée «la construction prochaine d'un grand projet», une «aérogare moderne définitive digne d'une capitale d'un grand État, plus spacieuse sur une superficie de 45.000 m2 avec trois terminaux capable de traiter 4 à 5 millions de passagers», vantant la «trilogie» de l'aviation, sécurité, sûreté et confort dans les voyages par avion. Le gouvernement annonçait avec force «un basculement irréversible vers la modernité définitive». Mais dix ans plus tard, cette aérogare modulaire reste en place. N'est-elle pas tombée en obsolescence? L'aéroport vit d'ores et déjà sous des mesures d'exclu-

(Suite en page 12).

Après Kolwezi, au tour de Bunia, N'djili et Lubumbashi

(Suite de la page 11).

sion de l'OACI (piste d'atterrissage, caserne de pompiers, sécurité des bagages, risque d'attentats terroristes, etc.) et sa certification par l'OACI comme celle de la Luano (Lubumbashi) ne fait qu'attendre alors qu'elle est chaque fois annoncée comme imminente.

ESPOIRS À L'HORIZON.

Principale porte d'entrée et de sortie du pays, malgré trois ou quatre autres aéroports qui bénéficient de capacités d'accueil international, depuis plus d'un demi-siècle, N'djili n'a jamais été reconçu. Faut-il à la RVA-SA, société de l'État Actionnaire unique qui en assure la gestion et dispose de capacités financières propres ? Avec un leadership éclairé (une bonne conception de projets portés avec conviction et compétence au niveau de l'État et de bailleurs de fonds), les aéroports du Congo auraient pu se trouver à un autre niveau dans un pays, le deuxième plus vaste d'Afrique après l'Algérie, avec une superficie de 2,35 millions de km², dépourvu d'infrastructures routières et dont le seul moyen de déplacement efficace est aérien.

Qui n'a-t-on pas vu défilé à l'aéroport de N'djili depuis juin 2015 ? Chinois, Français, Qataris, Turques, Américains. Quelles offres n'ont pas été mises sur la table de la RVA-SA ? Désormais, on parle d'un projet de l'entreprise américaine Skidmore, Owings et Merrill, SOM, estimé à 570 millions de \$US, avec le maître d'ouvrage, la société Infrarose, présenté mi-juin à Kinshasa à des membres du gouvernement (Transports, Affaires étrangères, Finances, Culture) en présence de l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique, Lucy Tamlyn. Un « projet de la nation, une infrastructure stratégique à la hauteur de l'ambition du pays », avait-on entendu lors de la cérémonie.

À Lubumbashi, c'est la firme turque Summa qui s'active sur la piste de la Luano avec un projet de 8.000 m² qui coûterait 200 millions de \$US. La nouvelle aérogare serait capable d'accueillir jusqu'à un million de passagers par an. Le tarmac recevrait quatre avions gros porteurs. Il est prévu un terminal de fret d'une capa-



Dans les heures qui suivent l'annonce de l'incident, le PCA de la RVA-SA Tryphon Kin-kiey Mulumba interrompt ses vacances parlementaires pour voir de ses propres yeux le problème. DR.

city de 5.000 tonnes, un centre de maintenance, un hangar de stockage, une station d'épuration des eaux usées, ainsi que la modernisation des voies d'accès et des installations de sécurité incendie. Les travaux de construction sont prévus pour durer entre 18 et 20 mois. Mais le dossier est encore en examen et

validation et une équipe d'experts de la RVA-SA était attendue à Istanbul, siège de la firme en vue d'accélérer les échanges. Il y a aussi l'aéroport de Murongo, à Bunia, dans l'Ituri qu'érige la firme Mont Gabao Construction et celui de Kolwezi. Il n'y a pas que les plateformes aéroportuaires

(infrastructures et matériel technique) qui posent problèmes à la RVA-SA. Il y a aussi le cadre de travail des agents. Un coup d'œil à des bureaux à sa direction générale sur le site de Ndolo permet d'en savoir sur ce qui est arrivé hier, sur ce qui pourrait arriver aujourd'hui et demain. Une entreprise de haute

sécurité arienne, qui devrait envoyer une haute image d'elle et du pays, réside dans des amas de papiers souvent sans climatisation, sans ordinateur, sans toilette, avec des plafonds effondrés. Un projet d'un nouvel immeuble initié depuis de longues années par la BAD, la Banque Africaine de Développe-

ment, soutenu par des fonds IDEF (Go Pass) va peut-être prochainement sortir de terre, plus d'un demi-siècle d'existence plus tard. Mais en dépit de tout, des avions décollent et atterrissent chaque jour, les passagers embarquent et débarquent à bord des bus allemands ultra-modernes COBUS depuis des halls ou des salons aux normes internationales. Après l'incident, le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, invoquant les attributions statutaires de contrôle de cet organe, est descendu deux fois sur l'aéroport avec des médias afin qu'ils voient de leurs propres yeux, les équipements au sol de l'aérogare et les conditions d'accueil qui sont loin de ce qui écrit ou entendu. Dans un tweet qui fait le buzz, visité par plus de 10.000 personnes en deux jours, il écrit : « Les médias ont l'obligation de s'informer à bonne source et donc à vérifier préalablement ce qu'ils diffusent ou publient sans chercher à faire le buzz ».

D. DADEI ■

Comment en est-on arrivé là ?

Lors de la neuvième réunion statutaire de l'année 2025 du Conseil d'Administration de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, RVA-SA, plusieurs fois repoussée à la suite de diverses contingences et qui s'est tenue finalement mercredi 17 septembre à son siège de l'avenue roi Baudouin, immeuble Jacaranda, dans la commune de la Gombe, à Kinshasa, le président du Conseil, le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba est revenu dans sa communication sur l'incident de l'avion présidentiel DRCo01 survendu dans la nuit de mercredi 10 à jeudi 11 septembre 2025.

Tryphon Kin-kiey Mulumba a déclaré d'entrée de jeu à ce conseil, qui a accueilli un nouveau censeur, Alphonse Mukadi Tshiteya du ministère du Portefeuille qui remplace Gentil Bolamba Mukaz désigné précédemment en remplacement de Simon Makila Bumbea, et à qui il a présenté ses félicitations que « la Société

d'État RVA-SA connaît une situation d'extrême urgence avec des interpellations et des interrogatoires par les Services de son directeur général depuis plusieurs jours et des cadres de commandement dont d'autres auraient été arrêtés alors qu'ils étaient, à en croire les médias, entrain de monter à bord d'un avion à l'Aéroport International de N'djili ». Il a espéré que rien de grave n'arriverait à ces cadres tout en souhaitant que justice soit faite. Il a estimé « inacceptable » ce qui a été lu ou entendu dans certains médias et chez certains influenceurs au lendemain de l'incident du 10 au 11 septembre 2025, qui était loin de refléter la réalité. Si des problèmes existent, cela est loin d'être ceux dont les médias parlent quand les avions décollent et atterrissent dans des conditions normales sur la piste aéroportuaire.

EN UNE NUIT TOUT A BASCULÉ.

Pour le président du Conseil d'Administration de la RVA-SA, « cette situation d'extrême urgence qui affecte si gravement la direction générale en charge de gérer la société au quotidien, affecte aussi le

Conseil d'Administration quant à l'image portée de l'entreprise de l'État. En une nuit, de mercredi 10 à jeudi 11 septembre 2025, tout a basculé. Ce qui rappelle Kisangani, Kolwezi, etc. Comment en est-on arrivé à cela ? Les enquêtes en cours nous le détermineront. Reste une question au moins. Existe-t-il un protocole lors des décollages et des atterrissages sur nos pistes de Hautes Personnalités, des Dirigeants étrangers et, spécialement, lorsqu'il s'agit d'un avion du Président de la République ? Si non, il est de la responsabilité du Conseil d'Administration d'y réfléchir aujourd'hui et maintenant et de faire des propositions aux Autorités ». Puis : « Dans la vie, et nulle part, on a atteint un point de non-retour. Tout incident est une alerte ; qui permet de réfléchir sur les problèmes et d'envisager des solutions. Je souhaite le dire d'emblée. Dans la vie privée comme dans la vie publique, deux piliers-clés fondent la vie : la sincérité et la confiance. La sincérité qui génère la confiance. Et ce qu'il faut exclure autant que possible : ce sont les calculs personnels. Et, certainement, définitivement, la

fourberie », a poursuivi le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba qui a dit, avoir vu, au fil des jours, « des tendances apparaître, s'affirmer, se conforter jour après jour (...). Puis-je me permettre de poser la question si c'est là le quotidien de nos entreprises de l'État ? Comment peut-on, par exemple, faire attribuer à une Autorité de l'État, une Autorité gouvernementale tel ou tel propos, que son entourage immédiatement dément avec force, qu'elle-même dément avec force et, vous faites cela systématiquement ? Pardonnez-moi de me permettre de poser cette autre question : est-ce dans le sang ? Est-ce dans l'ADN ? C'est vrai : la vie nous apprend chaque jour ; chaque jour est un moment d'enseignement. Mais pour nous les Croyants, nous qui ne mentons pas, nous qui ne mentons jamais, il n'y a que Dieu. Aujourd'hui, l'on se rend compte : sans les calculs personnels, sans les fourberies, avec les décisions prises ici même dans cette salle, en Conseil d'Administration, l'Aéroport de Goma ne serait peut-être jamais tombé ; ce qui est arrivé dans la nuit du 10 au 11 septembre ne serait pas arrivé. Par quelle

force a-t-on été dire à un membre du Gouvernement et le convaincre que telle décision n'avait pas obtenu le consensus du Conseil d'Administration ? Depuis quand les décisions en Conseil d'Administration se prennent par consensus et par quelle disposition statutaire ou réglementaire ? Au prix de quoi a-t-on fait tourner et retourner la tête d'un ministre de la République et pourquoi ? » Puis : « Dieu a fait que quand cet incident du 10 au 11 septembre 2025 s'est produit, je me trouvais à 4 heures de route d'ici. Ce qui nous a permis de reprendre la main aussi vite, aussi facilement, comme Dieu a voulu que nous le fassions. Qu'est-ce qu'il se serait passé si je m'étais trouvé à 20 heures d'ici, voire même à 8 heures, avec la question d'avions ? » Puis, il salue les administrateurs Charles Ngandu Ndumbi et Raphaël Kapambu Katukonki pour « leur parfaite disponibilité et leur mobilisation dans la mission d'enquête effectuée du 12 au 15 septembre 2025 et dont le premier rapport a été adressé à Madame la ministre du Portefeuille, Julie Mbuyi Shiku ».

ALUNGA MBUWA ■

Tout à l'aéro est soit à réparer soit à remplacer



La mission d'enquête ordonnée par le Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA Tryphon Kin-kiey Mulumba fait une plongée sur site. DR.

Une liste de cinq pages. Pas moins. Ce dont la plateforme aéroportuaire internationale de N'djili a besoin pour tourner plus au moins correctement en attendant que le rêve voit le jour. Après les Chinois, les Français, les Qataris, les Turques, ce sont les Américains qui s'activent sur la piste de N'djili avec la firme Skidmore, Owings et Merrill, SOM qui promet d'investir jusqu'à 570 millions de \$US avec comme maître d'ouvrage une société holding Infracore.

De quels matériels l'Aéroport International de N'djili a besoin pour se mettre à niveau et aux normes internationales acceptables et éviter des dysfonctionnements dans le domaine par exemple de fourniture d'énergie avec des coupures courantes d'électricité par la Snél, de celui de balisage lumineux, la commutation, le froid, les télécoms, les réseaux informatiques, les navais (Navigational Aids, matériel d'aide à la navigation, signal, de marqueurs ou d'équipement de guidage qui aide le voyageur à la navigation) où on note des pannes, d'absence de pièces de rechange et d'entretien, etc. ? Dans la fourniture de l'énergie électrique, l'aéroport recherche des groupes électrogènes de 630 KVA ou en priorité un groupe électrogène et

des accessoires pour alimenter le parking public et l'espace Rotonde aéroportuaire nationale qui sont des zones non secourues en cas de coupure d'électricité. Les onduleurs de l'aéroport demandent à être remplacés ou à être réparés. De même, les installations électriques de l'aérogare modulaire et de l'aérogare nationale et les inverseurs des sources d'énergie qui posent problème. Même constat pour les pompes hydrophores et

les pompes forage. Un nouveau puits de forage de 90 mètres de profondeur est requis d'urgence à N'djili. Quant aux groupes électrogènes, les machines de convoyage des bagages, les carrousels, les lampes projecteurs des tarmacs, etc., sont eux aussi à remplacer.

TOUT À REMPLACER OU À RÉPARER.

Quid du balisage lumineux ? Problème d'alimentation en énergie électrique, l'insuffisance

des balises portatives, le déficit de matériels de recharge, le réseau de terre du balisage lumineux en défectuosité ? Ou les voies de circulation, des feux d'obstacles de manches à air, la délocalisation des télécommandes.

«Des sources sûres d'énergie électrique sont requises pour l'alimentation sans faille du système de balisage lumineux», réclame le département technique de l'aéroport de N'djili qui cherche des calkits

qui permettrait à la plateforme de disposer de 246 balises, plus d'une centaine de batteries pour les calkits, des lampes, des cartes électroniques, des régulateurs, des transformateurs, des connecteurs primaires, des câbles secondaires, un écran tactile pour la tour de contrôle. Outre l'éclairage des manches à air à réhabiliter. Qu'en est-il de la commutation ? La sonorisation à la Rotonde et à l'aérogare modulaire demande à être réhabilitée et deux machines Ra-

piscans 620XR à réparer, les moteurs des portes automatiques à remplacer. Côté froid, nombre d'équipements sont soit à remplacer, soit à entretenir, soit à renforcer. Le système des télécoms requiert un entretien général de ses équipements en vétusté et urgence de remplacer les chaînes radios (pupitre de contrôle et accessoires) tout comme les appareils Motorola pour les Cobus, les ambulances et les véhicules sécurité.

ALUNGA MBUWA ■

Ça y est, cela n'arrive pas qu'à N'djili

Cela n'arrive pas qu'à N'djili. Ça y est. On le sait désormais. Berlin (Willy Brandt de Berlin-Brandebourg), le troisième plus grand hub aérien d'Allemagne qui joue un rôle central en tant que nœud de trafic animé, Bruxelles (Zaventem), Londres (Heathrow), autant d'aéroports touchés dans la nuit de vendredi 19 et samedi 20 septembre par une «perturbation d'origine cyber» sur un logiciel pour l'enregistrement des passagers. Le principal aéroport de la capitale britannique a vu la moitié de ses vols annulés entre samedi et dimanche 02:00' du matin Plusieurs grands aéroports européens étaient perturbés en raison d'une cyberattaque sur un logiciel fourni

par une entreprise pour l'enregistrement des passagers.

En clair, tout peut arriver partout même dans des systèmes les plus organisés, les plus protégés qui soient. «Nous sommes informés d'une perturbation d'origine cyber sur notre logiciel MUSE dans plusieurs aéroports», a indiqué l'entreprise, ajoutant que l'impact «se limite à l'enregistrement électronique des clients et au dépôt des bagages». Sur son site Internet, l'aéroport de Bruxelles Zaventem a précisé que cette « cyberattaque » s'était produite « vendredi soir ».

LA MOITIÉ DE VOLS ANNULÉS.

«Cela a eu des conséquences importantes sur le programme de vols et entraînera malheureusement des retards et des annulations», a-t-il ajouté, précisant qu'au moins 10 vols ont été annulés et 17 vols connaissent

un retard de plus d'une heure. «La situation n'est pas résolue» samedi matin, a précisé l'aéroport à l'Afp, l'Agence France Presse, et l'enregistrement et l'embarquement doivent se faire de manière manuelle. «Les systèmes propres de Brussels Airport ne semblent pas être affectés à ce stade», indique encore l'aéroport. À Londres, l'aéroport de Heathrow, principal aéroport international de la capitale britannique, a également indiqué être concerné par ces perturbations, qui «pourraient entraîner des retards au départ». Selon la BBC, British Broadcasting Company, l'audio-visuel public britannique, l'organisme de surveillance du secteur aérien Eurocontrol a indiqué que les compagnies aériennes ont été appelées à annuler la moitié de leurs vols au départ et à destination de l'aéroport entre 06:00' suisse samedi et 02:00' suisse dimanche,

à cause de cet incident. Il conseille aux passagers de vérifier la situation de leur vol avec leur compagnie aérienne et de venir très en avance pour avoir le temps d'effectuer les formalités d'enregistrement. Sur son site Internet, l'aéroport de Berlin indique aussi être touché par ce «problème technique chez un fournisseur». En revanche, le groupe ADP, Aéroport de Paris, qui gère notamment les aéroports parisiens de Roissy-Charles de Gaulle et Orly, a indiqué à l'Afp ne pas être concerné par cet incident. Collins Aerospace a déclaré travailler à résoudre l'incident «aussi vite que possible». La société, spécialiste notamment du traitement des données dans l'aéronautique, est une filiale du groupe américain d'aéronautique et de défense RTX (ex-Raytheon). Il faut noter qu'une trentaine de cyberattaques ont ciblé le transport

aérien entre 2024 et 2025. Des cyberattaques et pannes numériques ont ainsi perturbé le transport aérien dans le monde ces dernières années, le secteur dépendant de plus en plus de systèmes digitalisés. Dans un récent rapport sur la menace cyber dans le secteur aérien le groupe de défense et de technologies Thales faisait état de 27 cyberattaques au rançongiciel entre janvier 2024 et avril 2025 ans l'aviation, soit une hausse de 600% sur un an, visant les compagnies aériennes, les aéroports, les systèmes de navigation ou encore les sous-traitants. En juillet dernier la compagnie aérienne australienne Qantas a été ciblée par des hackers, qui ont pénétré dans un système abritant les données sensibles de six millions de ses clients. En décembre 2024, la compagnie Japan Airlines, avait également été visée.

avec AGENCES ■

Obsolescence du matériel des transports au Congo, urgence de renouvellement

Sur les routes de nos villes et de l'arrière-pays, le chaos rein que le chaos. Sur les eaux congolaises, les morts par naufrage, on en compte chaque jour. Sur les voies ferroviaires, pas mieux. Comme sur les voies aériennes. Qu'est-ce qu'il se passe dans le pays ? Une vision et des réformes structurelles sont d'urgence si le pouvoir tient à la mobilité, pilier majeur du développement.

Sa communication habituelle a lieu à chaque réunion du Conseil des ministres et est faite en ouverture de la réunion. Celle du vendredi 19 septembre 2025 - la 59e réunion du Conseil des ministres -, a été exclusivement consacrée au secteur des Transports. Signe d'un niveau inquiétant de la situation. D'une part, «la nécessité de prévenir les naufrages sur les voies navigables», de l'autre, «la situation des embouteillages dans la ville de Kinshasa». Nul doute, les bouchons deviennent effrayants et la mobilité une casse-tête. À la base, l'obsolescence des infrastructures, l'augmentation constante du nombre de véhicules que les routes ne supportent plus. Si rien n'est fait, le jour n'est pas loin où Kinshasa se transformera en un géant parking automobile. Mais ce chaos ne touche pas la seule circulation routière. Dans les eaux du pays, prendre une embarcation est loin de vous conduire à destination. Il ne se passe pas un jour sans naufrage. Le tout récent qui s'est produit sur la rivière Baringa dans le territoire de Basankusu, province de l'Équateur. Il a fait quatre-vingt-huit morts. Huit passagers ont été secourus par une intervention des riverains. Le 11 juin, un autre convoi de



Une baieinière dans une eau congolaise, des morts. Image désolante. Reprenons les transports. DR.

«trois grandes pirogues attachées» qui transportait «plus de 200 personnes» sur le lac Tumba, province de l'Équateur. Les passagers se rendaient à des funérailles. L'accident a fait cinquante-deux morts et un nombre indéterminé de disparus. À en croire des témoins, «des vagues brusques» sont survenues sur le lac, les conducteurs n'étaient pas en mesure de faire face» à cette situation.

À L'ÂGE DE NÉANDERTAL. Faut-il ajouter les chemins de fer où l'Onatra, l'Office National des Transports, fait poser le rail sur des sacs de sable alors que la société annonçait la réhabilitation dans la capitale du chemin de fer reliant le quartier Pétro Congo à Mapela, dans la commune de Masina? «Ces sacs ne vont pas tenir face aux pluies diluviennes. C'est une honte de voir le gouvernement improviser ainsi sur un rail délabré depuis des décennies», confie Christian Ibanda, un riverain. Il faut redouter des accidents qui mettraient en danger les passagers et les trains. Réhabiliter le rail à l'aide de sacs de sable ? Le Congo est retourné à l'âge de l'homme de Néandertal ? Alors que sur les aéroports, on aurait pu penser que l'incident de la nuit du 10 au 11 septembre qui avait mis l'avion présidentiel en danger et la

vie de ses passagers, était pour l'instant maîtrisé, le dimanche 21 septembre, une nouvelle coupure d'électricité de la Snél est intervenue dans les installations à N'djili, FIH. Un rapport technique de la RVA-SA dressé le jour même fait part de «la gravité des faits», attend «des solutions urgentes en vue de remédier à ces problèmes de manière durable». Qu'est-ce qu'il s'est passé ? A la suite de la coupure d'électricité de la Snél intervenue à 05:50', confirmée par le feeder depuis la station de la Snél à N'sele, il s'est observé, dans les installations aéroportuaires, «des dysfonctionnements au niveau des groupes électrogènes et de l'inverseur technique, des conséquences enregistrées sur les équipements essentiels (balisage lumineux, V-SAT, CCR, équipements sous vigie, réseau Internet et téléphonique)». «Les Groupes électrogènes (du réseau commercial) 350 KVA et FG Wilson 800 KVA ont démarré normalement et ont alimenté les circuits Commercial et l'Aérogare modulaire tandis que le circuit électrique technique a connu un problème. L'inverseur des sources secteur Snél-Groupe électrogène 1250 A technique est en panne, les travaux de démarrage sont en cours d'exécution. Ces dispositions ne permettent pas le démarrage automa-

tique du groupe électrogène technique 635 KVA, le démarrage de ce dernier se fait manuellement en coupant et en déclenchant le disjoncteur des batteries. Au même moment, il faudra appuyer sur le bouton de démarrage à l'écran de commande. Ces manœuvres sont difficiles à réaliser par une seule personne. Le groupe électrogène technique 635 KVA n'étant pas démarré à temps après la coupure du secteur Snél, cette situation a poussé les onduleurs Galaxy 200 KVA et Nitram 40 KVA à épuiser leur autonomie cinq minutes après. Du coup, le Balisage lumineux, V-SAT, CCR, Equipement sous vigie, Internet et Réseau téléphonique étaient hors service. Ce groupe électrogène a démarré quinze minutes plus tard avec l'aide de deux techniciens simultanément. Le premier pour couper et enclencher les disjoncteurs des batteries et le deuxième placé devant la machine pour appuyer sur le bouton de démarrage. C'est ainsi que la situation a été rétablie ». Urgence selon ce rapport signé par le coordonnateur responsable Ngondo Eso Ngandodenga au nom du Commandant a.i de l'Aéroport. Urgence sinon extrême urgence ? Selon le rapport, il faut d'une part «renforcer l'effectif des techniciens dans les équipes de per-

manence (mais) les techniciens efficaces ont les contrats de travail expirés », de l'autre, fonctionner en mode «secours inverse», c'est-à-dire, les groupes électrogènes deviennent prioritaires par rapport au secteur Snél, lors de mauvais temps et pendant la nuit, de 17:30' au matin». Le rapport lance un rappel : «Les équipements électriques, électromécaniques, électroniques, informatiques installés depuis 2014 à la plateforme aéroportuaire ont vieilli et exigent un remplacement systématique pour la sécurité et la sûreté ». Les équipements à remplacer en extrême urgence à l'Aéroport International de N'Djili? Les groupes électrogènes 22 KVA, 350 KVA, 635 KVA, 800 KVA, les onduleurs 40 KVA, 200 KVA, 400 KVA, les stabilisateurs 20 KVA, 50 KVA, 200 KVA, 800 KVA, 1600 KVA, les inverseurs 630A, 1250 A, les équipements de balisage lumineux et leur réseau de terre, les convoyeurs à bagages et tapis roulants, les scanners Bagages et portiques, les équipements des télécoms, les équipements de Navadis, les équipements CCR-VSAT-RSI, les équipements informatiques, les équipements de climatisation, et, tous les autres équipements de contrôle de trafics aériens. Le vendredi 19 septembre, le président Félix Tshisekedi,

rappelant les naufrages dans les eaux du pays, a estimé, cité par le porte-parole, Patrick Muyaya Katembwe, qu'«au regard de la nécessité de mettre fin à ce type de drames, consécutifs à un manque de discipline et de responsabilité à plusieurs niveaux, il estime qu'il est possible d'y mettre fin, à condition que chaque acteur, au sein de l'État comme dans la société, assume pleinement sa part de responsabilité». Puis : « Dans la suite des directives données lors de la 17ème réunion du Conseil des Ministres du 11 octobre 2024 à la suite du chavirement d'une embarcation sur le Lac Kivu, le 3 octobre 2024, il a invité le Vice-Premier des Transports, Voies de communication et Désenclavement, à dresser, dans les plus brefs délais, un état des lieux exhaustif de la navigation fluviale et lacustre, en rapport avec les mesures déjà instruites, à renforcer ces mesures, notamment par la fermeture immédiate de tous les lieux d'embarquement clandestins, la traçabilité obligatoire des embarcations et l'interdiction stricte de la navigation nocturne, à engager une campagne de sensibilisation et de responsabilisation des opérateurs privés et publics ainsi que des communautés riveraines afin d'assurer une appropriation collective des règles de sécurité, notamment le port des

équipements de sauvetage lors des embarquements (gilets, bouées de sauvetage, etc.)». Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo «est convaincu que la mobilité constitue le poumon vital d'une capitale moderne : elle doit cesser d'être une source d'humiliation et de perte de temps pour devenir un vecteur de dynamisme économique, de sérénité sociale et de dignité nationale». Il a instruit le Vice-Premier ministre (en charge de l'Intérieur) «de dresser un état des lieux précis sur la formation, l'équipement et les effectifs des agents de police spécialisés dans la circulation, et d'assurer sans délai leur renforcement tant sur le plan quantitatif que qualitatif. En concertation avec le Vice-Premier ministre, ministre de la Défense Nationale, il sera examiné la possibilité de mobiliser certaines unités des FARDC, en appui à la Police routière, afin d'imposer discipline et rigueur, notamment aux grands carrefours et sur les axes stratégiques ». Le Vice-Premier ministre des Transports doit «présenter un plan opérationnel assorti de mesures concrètes pour fluidifier la circulation : mise en place d'une signalisation moderne, gestion intelligente des carrefours et déploiement de solutions technologiques adaptées». Félix Tshisekedi insiste sur «l'accélération du processus d'acquisition et de mise en service de bateaux modernes, sécurisés et adaptés aux réalités des voies d'eau du pays et a instruit de renforcer de manière significative les capacités techniques, humaines et logistiques de la Congolaise de Voies Maritimes, CVM, de la Régie des Voies Fluviales, RVF, ainsi que de tous les services spécialisés, pour leur permettre d'assurer efficacement leurs missions de sécurité, de balisage et de surveillance».

D. DADEI ■

Le CDF s'est déprécié de 0,32% à l'indicatif, de 0,20% au parallèle

Les chiffres au plan économique au niveau national et international lors de la période du 22 au 29 août 2025 sont ci-dessous, selon la BCC, la Banque Centrale du Congo.

Au 29 août 2025, le taux de change s'est établi à 2.858,92 CDF/\$US sur le marché interbancaire et à 2.884,02 CDF sur le marché parallèle. Par rapport à la semaine précédente, la monnaie nationale s'est dépréciée de 0,32 % à l'indicatif et de 0,20 % au parallèle. Comparativement à fin 2024, le franc congolais affiche une dépréciation de 0,47 % à l'indicatif et de 0,59 % au parallèle. Au 28 août 2025, le prix du pétrole s'est établi à 67,8 \$US le baril, enregistrant une légère hausse hebdomadaire de 0,2 %. Comparé à fin 2024, ce prix a reculé de 8,9 % et, sur douze mois, il a diminué de 19,1 %. Le prix du cuivre s'est fixé à 9.896,4 \$US la tonne, en hausse de 1,6 % par rapport à la semaine précédente. Comparativement à fin décembre 2024, il a progressé de 12,6 %, et en glissement annuel, il affiche une augmentation de 3,9 %. Le prix du cobalt est demeuré stable par rapport à la semaine précédente, à 32.651,0 \$US la tonne. Rapporté à fin décembre 2024, il a augmenté de 35,8 % et, sur douze mois, il s'est accru de 23,8 %. Le prix de l'or s'est établi à 3 465,3 \$US l'once, en hausse hebdomadaire de 3,8 %, soutenu par les anticipations de baisse des taux d'intérêt de la FED et une demande mondiale robuste. Comparativement à fin 2024, ce prix a progressé de 31,3 % et, en glissement annuel, de 44,0 %. Le prix du riz s'est fixé à 266,5 \$US la tonne, en hausse hebdomadaire de 1,6 %, en raison de conditions climatiques défavorables et du relèvement de la taxe à l'exportation sur le riz vietnamien. Comparé à fin 2024, son prix a reculé de

13,9 % et, sur douze mois, de 18,4 %. Les prix du blé et du maïs se sont établis respectivement à 194,1 \$SD et 151,2 \$US la tonne, enregistrant des baisses hebdomadaires de 0,4 % pour le blé et de 0,1 % pour le maïs. Comparativement à fin 2024, leurs prix ont diminué respectivement de 4,2 % et 10,3 %. Sur douze mois, le prix du blé a reculé de 4,2 %, tandis que celui du maïs a légèrement progressé de 1,0 %. L'analyse du bilan monétaire fait ressortir, au cours de la période sous revue, une ponction de la liquidité bancaire de 358,9 milliards de CDF à travers le Bon BCC, en réponse à une hausse de la liquidité dans le système bancaire. Le guichet de prêt par adjudication¹ est resté inactif depuis sa création. L'ancien guichet de prêts à court terme n'avait également pas enregistré d'opérations au premier semestre de l'année 2025 contre un volume d'opérations de 6.025,0 milliards en 2024. Au niveau du guichet de prêt marginal, aucune opération n'a été enregistrée au cours de la période sous analyse contre un volume de 60,0 milliards la semaine précédente. En cumul mensuel et cumul annuel, au 29 août 2025, ce guichet a totalisé des volumes des opérations de 60,0 milliards de CDF et de 610,0 milliards respectivement. De même, le marché interbancaire n'a renseigné aucune opération durant la période sous revue contre 20,0 milliards de CDF une semaine auparavant. En cumul mensuel et cumul annuel, au 29 août 2025, le volume des opérations y enregistré s'est situé respectivement à 20,0 milliards de CDF et de 342,0 milliards. Les taux d'intérêt appliqués se sont établis à 24,0 % sur le marché interbancaire et à 30,0 % sur le guichet de prêt marginal. À fin juillet 2025, les dépôts de la clientèle se sont établis à 14.401,7 millions \$US, soit une légère hausse de 0,17 % par rapport à fin juin de la même année, mais

une baisse de 2,25 % par rapport à fin décembre 2024. Cette évolution résulte principalement de l'augmentation des dépôts des ménages et des entreprises privées. Selon la monnaie de constitution, les dépôts en devises ont enregistré un léger recul mensuel de 0,1 %, tandis que ceux en monnaie nationale ont progressé de 2,31 %. Les dépôts bancaires demeurent toutefois largement dominés par ceux libellés en devises, représentant 90,0 % du total. La composition par catégorie des déposants reste concentrée sur les ménages (35,6 %) et les entreprises privées (31,8 %). Pour rappel, l'année 2024 avait été marquée par une progression de 22,4 % des dépôts bancaires, portée principalement par les entreprises privées et les ménages. La répartition géographique montrait une forte concentration à Kinshasa (65,2 %), au Haut-Katanga (22,9 %) et au Lualaba (4,0 %) et au Nord-Kivu (2,7 %). Sur le plan sectoriel, les dépôts provenaient essentiellement des autres secteurs hors administration publique (39,2 %), du commerce (21,7 %) et de l'industrie extractive (14,5 %). À fin juillet 2025, les dépôts en devises ont reculé de 3,67 % par rapport à fin décembre 2024, pour s'établir à 12.966,10 millions \$US. Pour mémoire, en 2024, les dépôts en devises avaient enregistré une croissance annuelle de 24,53 %, atteignant 13.460,95 millions \$US, en lien avec une progression annuelle de 18,28 % des exportations minières, lesquelles s'étaient élevées à 35.014,30 millions \$US. Les crédits bruts, à fin juillet 2025, se sont chiffrés à 9.334,3 millions \$US, en hausse de 2,42 % par rapport à fin juin et de 9,31 % par rapport à fin décembre 2024. Cette dynamique s'explique principalement par l'accroissement des crédits accordés aux PME et aux entreprises privées. S'agissant de la ventilation par monnaie, les crédits

en monnaie nationale ont reculé de 8,2 % d'un mois à l'autre, tandis que ceux en devises ont progressé de 10,16 %. En 2024, les crédits bancaires avaient enregistré une croissance de 17,3 %, soutenue par l'augmentation des financements accordés aux entreprises privées, aux ménages et à l'administration centrale. Leur répartition géographique reflétait une concentration à Kinshasa (47,5 %), au Haut-Katanga (35,7 %), au Lualaba (9,6 %) et au Nord-Kivu (2,6 %). Sur le plan sectoriel, les crédits étaient dominés par l'industrie extractive (35,4 %) et les autres services hors administration publique (27,1 %). 2.4.3. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC

L'ÉCONOMIE FAIT PRÉVUE DE RÉSILIENCE.

Au 29 août 2024, les avoirs en monnaie nationale des banques commerciales, logés en comptes courants à la Banque Centrale du Congo, ont enregistré une baisse hebdomadaire de 113,9 milliards de CDF, pour s'établir à 2.907,8 milliards de CDF. La réserve obligatoire en monnaie nationale étant fixée à 2.260,9 milliards de CDF, il en résulte une position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales de 646,9 milliards de CDF, contre 760,9 milliards une semaine plus tôt. Par ailleurs, la réserve obligatoire en devises s'élève à 1.665,8 milliards de CDF. L'économie mondiale a fait preuve de résilience au cours du premier semestre 2025 soutenue notamment par la baisse des prix de l'énergie et l'intensité des échanges commerciaux en début de période. Pour rappel, le Fonds Monétaire International, FMI, prévoit une croissance mondiale de 3,0 % en 2025 et de 3,1 % en 2026, contre 3,3 % en 2024. Toutefois, la montée des tensions commerciales, marquée par

la hausse des tarifs douaniers, conjuguée à la persistance des incertitudes politiques, pèse sur les perspectives de croissance pour le reste de l'année. Cette situation alimente les craintes d'un ralentissement du commerce mondial et d'une fragmentation accrue des échanges. Par ailleurs, l'inflation mondiale devrait poursuivre sa tendance baissière, passant de 5,7 % en 2024 à 4,2 % en 2025 puis 3,6 % en 2026, sous l'effet conjugué de la baisse des prix de l'énergie et du ralentissement de la demande. En outre, l'OPEP, l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, a annoncé une hausse de l'offre à partir de septembre 2025, ce qui pourrait accentuer la détente des prix énergétiques. Néanmoins, l'inflation mondiale reste exposée à des risques haussiers dans un contexte de volatilité des tarifs douaniers américains et de menace d'escalade de la guerre commerciale. Dans cet environnement, il apparaît impérieux de renforcer la coopération internationale et de mettre en œuvre des politiques publiques favorisant la confiance, la viabilité et la stabilité. Le cadre macroéconomique intérieur est demeuré relativement stable au cours de la période sous revue, caractérisé par le repli de l'inflation hebdomadaire et une légère dépréciation du taux de change. L'économie congolaise demeure globalement résiliente au plan de la croissance, ce qui est traduit par la consolidation de la confiance des chefs d'entreprises quant aux perspectives économiques à court terme. S'agissant du marché des biens et services, la tendance baissière de l'inflation amorcée en 2024 se poursuit en 2025, sur fond du renforcement de la coordination des politiques macroéconomiques. D'après les projections du CPCPM, le Comité Permanent de Cadre MacroÉconomique, le PIB réel devrait progresser de 5,3 % en 2025,

contre une réalisation de 6,5 % l'année précédente. L'activité productive resterait soutenue par la branche « extraction », dont la croissance est attendue à 8,2 %, après 12,2 % en 2024, portée par la bonne tenue des cours mondiaux des principaux produits miniers exportés. L'activité économique hors extraction devrait enregistrer une croissance de 3,6 %, après 3,5 % observée en 2024. En juillet 2025, les résultats de l'enquête de conjoncture sur l'économie congolaise indiquent un maintien de la confiance des chefs d'entreprises quant aux perspectives de court terme au plan national. En effet, le solde global brut d'opinions s'est établi à +37,0 %, contre +36,0 % en juin, atteignant ainsi son niveau le plus élevé de ces dernières années. Cette consolidation de l'optimisme des entrepreneurs reflète des perspectives globalement favorables, portées notamment par les efforts du Gouvernement en faveur du rétablissement de la paix, en particulier dans l'Est du pays. À cela s'ajoute le maintien de la demande, tant extérieure qu'intérieure, qui soutient l'activité de l'ensemble des branches économiques. Au cours de la dernière semaine d'août, le taux d'inflation hebdomadaire s'est établi à 0,15 %, contre 0,13 % et 0,17 % enregistrés respectivement aux troisième et deuxième semaine du même mois. L'évolution de l'inflation hebdomadaire reflète principalement la hausse de l'indice des prix dans les fonctions de consommation suivantes : « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (0,15 % contre 0,13 %) et « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (0,21 % contre 0,20 %). Ces deux fonctions ont contribué à l'inflation hebdomadaire respectivement à hauteur de 65,24 % et 13,62 %. En rythme mensuel, le taux d'inflation s'est établi à 0,60 % en août 2025,

contre 0,66 % en juillet. Il convient de noter qu'après avoir atteint 1,03 % en janvier et 0,71 % en février 2025, le taux d'inflation mensuel s'est maintenu, en moyenne, autour de 0,6 % au cours des six derniers mois. Le taux d'inflation cumulé sur les huit premiers mois de l'année s'est établi à 5,52 %, contre 9,21 % à la même période en 2023, traduisant le ralentissement de la progression de l'inflation en 2025. En glissement annuel, il s'est situé à 7,77 %, contre 15,25 % à la période correspondante de 2024. Le plan de trésorerie prévisionnel du mois d'août courant indique un niveau des recettes publiques de 1.835,5 milliards de CDF, dont 899,1 milliards tirés des impôts directs et indirects ; 540,3 milliards de la fiscalité douanière et 396,1 milliards de la parafiscalité. La situation des opérations financières de l'État renseigne un solde déficitaire de 734,3 milliards de CDF, dont un déficit mensuel programmé de 350,2 milliards. Ce gap de financement a été principalement couvert par les ressources issues des émissions de titres publics et par une quotité des appuis budgétaires. Évolution des recettes publiques. Les recettes de l'État se sont chiffrées à 1.299,1 milliards de CDF, soit un taux de réalisation de 71 % par rapport à la prévision mensuelle de 1.835,5 milliards. En effet, la DGI, la Direction Générale des Impôts, a mobilisé 650,0 milliards de CDF, alors que la DGDA, la Direction Générale des Douanes et Accises et la DGRAD, la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations, ont collecté respectivement 491,6 milliards de CDF et 157,6 milliards. Les dépenses publiques ont été exécutées à hauteur de 2.033,4 milliards de CDF, contre une programmation mensuelle de 2.185,7 milliards, soit un taux d'exécution de 93 %.

ÉVOLUTION COMPARATIVE DE LA BALANCE DS BIENS 2024-2025 (En millions de USD)

	CUMUL		
	Jun 2024	Jun 2025	Variations (%)
EXPORTATIONS	17 450,27	13 991,86	-19,82
IMPORTATIONS	4 214,00	4 291,59	1,84
SOLDE	13 236,27	9 700,28	-26,71

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données de la DGDA, l'OCC et la Commission Interministérielle

(1) Situation de la balance des paiements provisoire

(2) Situation en accélérée tirée du système (ISYS-DDR) et de la douane.

ÉVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE AU 28 AOÛT 2025

	31-déc.-24	20-févr.-25	7-août-25	14-août-25	21-août-25	28-août-25	Var hebdo en %
Pétrole (brent) \$/baril	74,42	75,89	66,29	66,45	67,67	67,77	0,15
Cuivre LME \$/tm	8 789,00	9 467,35	9 724,65	9 768,00	9 745,30	9 896,00	1,55
Cobalt LME (Cath 99,80%) \$/tonne	24 050,00	21 202,00	32 650,00	32 650,00	32 650,00	32 651,00	0,00
Or New York \$/o.t.	2 639,30	2 924,53	3 380,02	3 360,86	3 337,68	3 465,30	3,82
Riz Chicago \$/tonne	309,60	307,28	280,57	281,68	259,16	266,45	2,81
Blé Chicago \$/tonne	202,57	215,77	191,41	185,33	194,76	194,07	-0,35
Maïs Chicago \$/tonne	168,66	183,05	150,15	146,65	151,38	151,24	-0,09

Source: Banque Centrale du Congo

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE À KINSHASA AU 29 AOÛT 2025

Date	Moyen	Var. (%)	Acheteur	Vendeur	Moyen	Var. (%)
Evo l u t i o n mensuelle du taux de change, et de sa variat i o n (en %)						
31-déc-24	2 845,46	0,03	2 858,13	2 875,63	2 866,88	0,15
31-janv-25	2 847,66	-0,08	2 858,75	2 881,88	2 870,32	-0,12
28-févr-25	2 856,10	-0,30	2 876,25	2 896,25	2 886,25	-0,55
31-mars-25	2 861,50	-0,19	2 868,13	2 886,88	2 877,51	0,30
30-avr-25	2 851,78	0,34	2 861,88	2 881,25	2 871,57	0,21
30-mai-25	2 856,69	-0,17	2 844,20	2 886,35	2 865,28	0,22
27-juin-25	2 871,69	-0,52	2 865,00	2 881,88	2 873,44	-0,28
31-juil-25	2 882,42	-0,37	2 873,75	2 896,88	2 885,32	-0,41
Evo l u t i o n hebdomadaire du taux de change, et de sa variat i o n (en %)						
08-août-25	2 887,18	-0,32	2 876,88	2 899,38	2 888,13	-0,09
15-août-25	2 874,51	0,44	2 884,38	2 902,50	2 893,44	-0,18
22-août-25	2 849,73	0,87	2 859,17	2 897,13	2 878,15	0,53
29-août-25	2 858,92	-0,32	2 864,24	2 903,79	2 884,02	-0,20
Cumul annuel		-0,47				-0,59

Source: Banque Centrale du Congo

ÉVOLUTION DE BASE MONÉTAIRE (en milliards de CDF, sauf indications contraires)

	31-déc.-24	22-août-25	29-août-25	Var.hebdo
Actifs extérieurs nets	10 400,55	12 498,33	12 081,44	-416,89
Actifs intérieurs nets	210,73	-1 672,00	-1 381,95	290,05
Créances nettes sur l'Administration centrale	2 792,80	1 220,80	1 367,25	146,45
Créances sur l'Administration centrale	4 051,12	4 027,57	4 027,57	0,00
Engagements envers l'Administration centrale	-1 258,32	-2 806,77	-2 660,32	146,45
Base monétaire	10 611,28	10 826,33	10 768,05	-58,28
Circulation fiduciaire	5 494,00	6 042,18	6 047,07	4,89
Engagements envers les Autres Institutions de dépôts	5 074,75	4 732,91	4 669,74	-63,17
Avoirs des banques commerciales à la BCC	3 470,34	3 021,81	2 986,71	-35,10
Niveau notifié de la réserve obligatoire	2 291,53	2 260,94	2 260,94	0,00
Réserves nettes des banques commerciales	1 178,80	760,88	725,78	-35,10
** Niveau de la réserve obligatoire en monnaies étrangères	1 590,78	1 692,00	1 661,39	-30,61
R.O en ME (En millions USD)	0,56	0,59	0,58	-0,01

Source: Banque Centrale du Congo

SYNTHÈSE DE L'ÉVOLUTION DES PASSIFS MONÉTAIRES AU SENS LARGE (en milliards de CDF)

	31-déc.-24	22-août-25	29-août-25	Var.hebdo
Actifs extérieurs nets	29 275,66	30 833,53	30 416,64	-416,89
Actifs intérieurs nets	17 116,30	16 382,70	16 809,92	427,22
Autres postes nets	-11 217,38	-14 595,17	-14 314,40	280,77
Passifs monétaires au sens large	46 391,96	47 216,23	47 226,56	10,33
Numéraire hors Institutions de dépôts	5 142,70	5 451,16	5 461,49	10,33
Dépôts transférables	26 133,32	25 034,31	25 034,31	0,00
Autres dépôts	15 115,95	16 730,76	16 730,76	0,00
Autres dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00

Source: Banque Centrale du Congo

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUIE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Les Jeep dominant les 4x4 tout-terrain



S'il peut être difficile de choisir le ou les meilleurs 4x4 tout-terrain disponibles en 2024, nul doute que Jeep en assure la domination. DR.

Recherchez-vous les meilleurs 4x4 tout-terrain disponibles en 2024 ? Les représentants dans cette catégorie sont nombreux et il peut être difficile de choisir le ou les meilleurs modèles. Domination cependant des Jeep.

Qui dit meilleur 4x4 pense invariablement VUS Jeep. En effet, les prouesses hors route de ces véhicules ne sont plus à prouver et toute la gamme Jeep dispose de compétences tout-terrain exceptionnelles et bien souvent en tête de catégorie. Rien d'étonnant donc à ce qu'on en retrouve dans ce top 3 des meilleurs tout-terrain sur le marché ! Un aperçu des caractéristiques et des compétences du Jeep Grand Cherokee, du Jeep Wrangler et de son rival, le Ford Bronco.

Jeep Grand Cherokee. VUS intermédiaire haut de gamme et performant, le Jeep Grand Cherokee vous séduira avec sa silhouette qui impose le respect, partout où il passe. Son habitacle luxueux, ses nombreuses technologies de même que sa longue liste d'équipement le rendent irrésistible aux yeux des acheteurs, et ce, de-



puis plus de 30 ans ! De plus, vous pourrez faire votre choix parmi les modèles standards, mais aussi les versions allongées (L) qui offrent 3 rangées de sièges, et les modèles hybrides rechargeables (4 xe). Le généreux volume utilitaire du Grand Cherokee, variant entre 487 et 2395 litres selon la version choisie, lui confère également un gros avantage, tout comme ses performantes motorisations : un V6 3,6 litres de 293 chevaux ; un V8 5,7 litres de 357 chevaux ; un

4 cylindres turbo jumelé à 2 moteurs électriques, pour 375 chevaux nets. Ces motorisations vous permettront de remorquer entre 6000 et 7200 livres selon le modèle, ce qui le place en tête de catégorie ; de plus, ses performants systèmes 4x4 de même que le système de gestion de la motricité Selec-Terrain (option) proposent différents modes de conduite, à savoir auto, sport, rock, neige ou boue/sable, ce qui vous permettra de circuler aisément, peu importe

le type de route sur lequel vous circulez. Prix de vente à partir de: 58,270 \$US.

Ford Bronco. Rival du populaire Jeep Wrangler, le Ford Bronco propose 3 différentes motorisations : un 4 cylindres 2,3 litres EcoBoost de 275 chevaux ; un V6 2,7 litres biturbo de 315 chevaux ; un V6 EcoBoost 3,0 litres de 406 chevaux. Les versions munies d'un 4 cylindres peuvent être équipées d'une boîte manuelle ou d'une boîte automatique

à 10 rapports ; seule cette dernière option est proposée pour les moteurs V6. Véritable VUS tout-terrain, le Bronco est en mesure de circuler sur les pistes les plus difficiles, grâce à sa garde au sol variant entre 21,1 et 33 centimètres ; celle-ci lui permet d'offrir une capacité de passage à gué de 85 à 94 centimètres. Selon le modèle, le Bronco pourra remorquer entre 3500 et 4500 livres, en plus de proposer un treuil d'une capacité de 10.000 livres. Prix de vente à partir

de: 49,765 \$US.

Jeep Wrangler. Depuis plus de 8 décennies, le Jeep Wrangler fait la pluie et le beau temps dans sa catégorie, en offrant des VUS aux performances tout-terrain spectaculaires, un nombre impressionnant de versions de même qu'une foule de commodités et de technologies, sans oublier des modèles hybrides rechargeables ! Mais peu importe quel Wrangler vous choisirez, vous êtes assurés de vous retrouver au volant

d'un VUS Jeep aux compétences hors route indéniables et qui vous mènera partout où vous voulez aller. Côté motorisations, vous aurez le choix entre : un 4 cylindres 2,0 L turbo de 270 chevaux ; un V6 3,6 L de 285 chevaux ; un V8 6,4 L de 470 chevaux (Wrangler Rubicon 392 seulement). Une motorisation hybride rechargeable de 375 chevaux (4 xe), offrant une autonomie 100 % électrique de 35 kilomètres. Les modèles Jeep Wrangler 2 portes peuvent remorquer jusqu'à 2000 livres ; en revanche, si vous optez pour un Wrangler 4 portes, cette capacité passe alors à 3500 livres, ce qui inclut les modèles à essence et 4 xe. De plus, le Wrangler Rubicon est capable de remorquer jusqu'à 5000 livres, s'il est équipé adéquatement ; vous pourrez aussi profiter d'un treuil d'une capacité de 8000 livres. Enfin, tous les Jeep Wrangler disposent d'une capacité de passage à gué maximale de 85 centimètres et d'une garde au sol de 32,7 centimètres, sans oublier ses performants systèmes 4x4 qui vous permettront de circuler en toute sécurité, peu importe le type de route sur lequel vous vous trouvez. Prix de vente à l'achat au comptant est de 46 089,25 \$US.



Prendre du temps c'est la clé

Nul doute, l'orgasme féminin reste un mystère.

On a beaucoup écrit sur ce sentiment de plaisir intense chez les femmes. Cependant, tout le monde n'en fait pas l'expérience. Certains avouent même n'en avoir jamais ressenti. De nombreux facteurs influencent l'orgasme, qu'ils soient psychologiques ou émotionnels, physiques ou hormonaux.

Si la femme a vécu dans le passé une situation traumatisante qui la bloque dans ses relations sexuelles, il est recommandé qu'elle puisse partager avec son partenaire ou son amant ce qu'elle ressent afin qu'elle puisse être comprise et soutenue. Mais si c'est quelque chose que vous ne voulez pas ou ne pouvez pas faire, il est important que vous recherchiez une aide spécialisée pour pouvoir faire face au traumatisme et rechercher votre bien-être. Il est essentiel qu'elle puisse en parler et qu'elle puisse bénéficier d'une assistance professionnelle axée sur elle. «Dans ce type de situation, il faut faire beaucoup de travail individuel. C'est très délicat car la situation que vous avez vécue peut vous causer beaucoup de honte ou de peur et, dans certains milieux, elle peut vous amener à être rejeté», explique Héctor Galván, directeur, clinicien à l'Institut de psychologie et sexologie de Madrid. «Il y a des femmes qui (à cause d'un traumatisme) évitent de se masturber et, en fait, inhibent complètement le désir sexuel». «Il faut l'amener à se réconcilier avec la sexualité de manière très progressive, en laissant un peu le sexuel de côté pour qu'il s'habitue au contact physique avec son propre corps et, petit à petit, qu'il se rapproche du plaisir



Des facteurs psychologiques, émotionnels, physiques et hormonaux influencent l'orgasme mais prendre du temps pour cette relation. DR.

sexuel individuellement et lorsque cela est déjà bien établi, rapprocher le couple», poursuit la psychologue clinicienne. Il est important que ce soit elle qui décide quand et quelle quantité d'informations sur ce qui lui est arrivé elle souhaite partager avec une autre personne. Quand une femme arrive à ce point de blocage et est gênée d'expliquer ce qui s'est passé, il est préférable qu'elle dise à son partenaire qu'il lui est difficile de perdre ses inhibitions et qu'elle aimerait travailler individuellement sur la question sexuelle sans entrer dans les détails. Plus tard, le thérapeute travaille avec lui sur le problème en toute confidentialité. «L'idéal serait de pouvoir en parler ouvertement avec son partenaire, mais il vaut mieux qu'une personne préfère se réserver une petite partie de son monde intime, mais pouvoir améliorer sa vie sexuelle avec son partenaire, plutôt que de ne jamais le faire», explique le sexologue.

ÊTRE PRESSÉ ET STRESSÉ.

Bien que Galván ait eu dans sa consultation des femmes qui ont des difficultés à atteindre l'orgasme en raison de leur pudeur ou de sentiments de culpabilité enracinés dans une éducation très conservatrice, il souligne qu'elles

constituent le plus petit nombre de cas. L'un des principaux facteurs qu'il a observé chez les patients qu'il a traités est le stress avec lequel ils arrivent à la relation sexuelle. «Pour que le corps atteigne facilement l'orgasme, il faut un degré de relaxation assez élevé», explique le médecin. «Le corps peut ressentir du désir et de l'excitation (qui sont les deux phases précédentes de l'orgasme) avec un certain niveau de stress et de fatigue, mais la phase finale de l'orgasme nécessite que nous soyons détendus». Et, en partie, ce stress est dû au rythme de vie de nombreuses personnes, avec des emplois exigeants, des horaires à respecter, des jours de travail loin de chez eux, dans certains cas avec des enfants à charge.

Bien que dans ces situations certaines femmes puissent être tentées de simuler un orgasme non seulement pour que la relation sexuelle ne dure pas trop longtemps mais aussi pour ne pas blesser l'ego de leur partenaire sexuel, la psychologue clinicienne recommande de ne pas le faire. Il est conseillé de parler et de présenter la situation comme quelque chose à améliorer. Reste silencieux. Peut-être devrions-nous partir du slogan selon lequel, dans une relation sexuelle, personne ne peut

deviner exactement ce que ressent l'autre personne. Évidemment, vous pouvez lire les gestes et les sons, mais l'idéal est de donner un feedback. «Beaucoup de personnes ont du mal au cours des relations à orienter le couple, à demander certains changements, certains ajustements, dans la pratique sexuelle», explique la sexologue. «En consultation on peut rencontrer une femme qui nous explique que lorsqu'elle est sur le point d'atteindre l'orgasme, le partenaire change de rythme ou se retire de la pénétration, mais elle ne le lui a jamais dit». Pour cette raison, souligne le spécialiste, un objectif important du traitement est de normaliser la communication non seulement avant et après le rapport sexuel, mais aussi pendant. «Il y a des femmes qui commencent par la stimulation de leur partenaire et aiment atteindre l'orgasme jusqu'au bout en se stimulant elles-mêmes», Héctor Galván. «Ils doivent être conscients que le partenaire ne peut pas deviner quelles sensations physiques ils éprouvent et ce dont ils ont besoin pour atteindre l'orgasme». Un autre facteur que Galván et son équipe d'experts ont rencontré lorsqu'ils ont traité certains patients hétérosexuels est l'éjaculation précoce.

«C'est le meilleur profil qui puisse nous parvenir», a indiqué le psychologue clinicien. «Parfois, la femme vient seule parce qu'elle a peur de blesser l'orgueil de son partenaire et elle nous dit, en privé, que le couple dure généralement très peu et qu'elle n'a pas le temps d'atteindre l'orgasme. C'est une bonne nouvelle car l'éjaculation précoce est assez grave. La solution est plus simple que s'il y avait d'autres problèmes. Dans ce même cas, il est recommandé à la femme d'évoquer la situation avec son partenaire. Il est important de réfléchir à la manière de le soulever. Ne le faites pas comme s'il s'agissait d'une critique ou d'une plainte, mais plutôt comme s'il s'agissait de quelque chose à améliorer». Et, selon le spécialiste, une nuance sémiotique peut faire la différence pour ne pas générer d'anxiété dans le couple. «Dans le domaine sexuel, les hommes et les femmes sont remplis d'exigences personnelles, d'angoisses et d'insécurités», c'est pourquoi il est essentiel de savoir comment faire les démarches.

MÉDIOCRE ET INEFFICACE.

Selon Galván, ces dernières années, il a constaté une amélioration chez les couples hétérosexuels lorsqu'il s'agit de consacrer du temps à la stimulation avant la pénétration. «Il y a des décennies, il était plus courant que les rôles soient plus asymétriques, que les hommes recherchent rapidement leur plaisir, mais cela a évolué». Le problème n'est pas que plus ou moins de temps soit consacré à cette phase préparatoire, mais plutôt la communication. Entre les couples lesbiens, il y a généralement davantage de dialogue sexuel, mais la situation est différente dans certaines relations hétérosexuelles, disent les experts.

«En consultation, il apparaît souvent que ni les hommes ni les femmes ne masturbent bien leur partenaire car, logiquement, chacun ne comprend pas pleinement les sensations internes qu'éprouve l'autre personne». L'essentiel est que la femme explique à son partenaire (homme ou femme) quoi faire, comment, à quel rythme et dans quelle partie de son corps. «Parfois les femmes nous disent que l'homme ne sait pas stimuler le clitoris ou que parfois elles causent des dégâts et quand on leur demande si elles en ont parlé avec leur partenaire, elles répondent non par peur de blesser leurs sentiments ou parce qu'elles sont gênées». Et dans ce processus de stimulation, l'auto-masturbation peut également être importante pour de nombreuses femmes, non seulement avant les rapports sexuels pour entrer dans la phase d'excitation et d'humidification du vagin (un aspect important pour éviter l'inconfort lors de la pénétration) mais aussi après. «Il y a des femmes qui commencent par stimuler leur partenaire (par pénétration) et aiment atteindre l'orgasme jusqu'au bout en se stimulant elles-mêmes. Toutes les formules sont valables». Le NHS, le National Health Service du Royaume-Uni explique que le manque de désir sexuel peut affecter les femmes à différentes étapes de leur vie. Par exemple, pendant la grossesse, après l'accouchement, dans des situations stressantes et à la ménopause. La dépression, les traumatismes psychologiques, la prise de certains médicaments et les troubles hormonaux peuvent avoir un impact sur la relation sexuelle et donc sur l'expérience de l'orgasme. Le NHS indique que le désir sexuel peut diminuer si les niveaux naturels de testostérone d'une

femme chutent. La testostérone est produite dans les ovaires et les glandes surrénales et si ces organes ne fonctionnent pas bien, la femme subira certaines conséquences, notamment sur sa sexualité. C'est pourquoi il est important de se soumettre à des contrôles médicaux réguliers en cas de problèmes endocrinologiques. Si le problème est lié à une insuffisance d'hormones telles que la testostérone ou les œstrogènes, votre médecin peut vous recommander un traitement hormonal substitutif. Le sexologue commente que, lorsque son centre de soins analyse le profil de certains patients, ils découvrent des traits de personnalité qui ont tendance à être un peu contrôlants, obsessionnels et perfectionnistes. «Quand à une certaine occasion, une personne qui atteint habituellement l'orgasme n'y parvient pas - et présente un profil d'auto-exigence - à partir de là, au vu des relations suivantes, elle commence à s'observer, à vérifier si elle peut atteindre l'orgasme. Et cette attitude rend cela impossible à réaliser parce que vous avez créé une tension centrée sur votre propre performance». Dans ce contexte, la détente et le plaisir sont à nouveau la clé. Dans le domaine gynécologique, il existe des facteurs qui affectent la capacité d'une femme à atteindre l'orgasme. L'un d'eux est le vaginisme, qui est la contraction involontaire des muscles du tiers inférieur du vagin, «rendant les rapports sexuels douloureux, voire impossibles», explique le NHS. «Cela peut se produire si la femme associe les relations sexuelles à la douleur ou à quelque chose de 'mauvais' ou si elle a subi un traumatisme vaginal lors de l'accouchement ou une épisiotomie», explique le NHS.

La guerre à Gaza isole Israël sur la scène internationale

C'est le changement attendu de la part des pays occidentaux. À l'ONU, plusieurs pays dont le Royaume-Uni, la France, l'Australie, la Belgique, le Portugal, le Canada, vont annoncer leur décision de reconnaître la Palestine comme État. On assiste à une lente évolution des positions occidentales.

Le Premier ministre britannique Keir Starmer a officialisé la reconnaissance dimanche 21 septembre par le Royaume-Uni de l'État de Palestine, plaidant pour une «solution à deux États». Quelques minutes avant cela, le Canada et l'Australie avaient fait une annonce similaire. Lundi 21 septembre, ils ont été suivis à New York par la France et d'autres pays. Ils pourraient être cette semaine une dizaine de pays à reconnaître l'État palestinien, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU qui se tient à New York.

EST-CE MOMENT AFRIQUE DU SUD?

«Aujourd'hui, pour raviver l'espoir de paix et d'une solution à deux États, je déclare clairement, en tant que Premier ministre de ce grand pays, que le Royaume-Uni reconnaît officiellement l'État de Palestine», a annoncé Keir Starmer, dans une déclaration filmée publiée sur les réseaux sociaux. «L'espoir d'une solution à deux États s'estompe, mais nous ne devons pas laisser cette lumière s'éteindre», a-t-il insisté. S'agissant d'Ottawa, c'est un virage diplomatique majeur pour Ottawa. Pendant des décennies, le Canada soutenait l'idée d'un État palestinien, à condition qu'il résulte d'un accord de paix. Mais pour le



Benjamin Netanyahu a annoncé vouloir présenter «la vérité d'Israël» à l'ONU. DR.

Premier ministre du Canada, Mark Carney, cet accord est désormais hors de portée, face à l'expansion des colonies en Cisjordanie et à la guerre à Gaza. Une vague importante de reconnaissance, qui s'inscrit dans un processus plus large, acté par une résolution de l'ONU qui prévoit aussi la mise à l'écart du Hamas palestinien de tout processus politique à venir. Il faut rappeler que la Palestine est déjà depuis 2012 un État observateur non-membre de l'ONU, et que la grande majorité des pays de la planète, près de 150, ont déjà reconnu l'État palestinien, certains depuis 1988, date à laquelle les Palestiniens ont proclamé leur indépendance. La France et les autres pays qui ont franchi le pas ces derniers jours ne sont donc pas des pionniers. Même au sein de l'Union Européenne, UE, d'autres avaient déjà fait ce choix, certains avant

la guerre à Gaza comme la Suède, d'autres au cours des deux dernières années, comme l'Espagne ou l'Irlande. Les États-Unis reste le seul membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU à ne pas reconnaître la Palestine mais la France, le Royaume-Uni et le Canada sont les premiers pays du G7 à reconnaître l'État de Palestine. La France et le Royaume-Uni sont en outre des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, où les États-Unis deviendront le seul État membre à ne pas reconnaître l'État palestinien. La Chine et la Russie l'ont fait depuis longtemps. En ce début de semaine à New York, un nombre significatif de pays occidentaux vont accomplir un geste qu'ils hésitaient ou renâclaient à effectuer jusque-là. Même tardif, ce changement est significatif. Mais suffira-t-il à atténuer le sentiment d'injustice qu'expriment de nombreux pays, no-

tamment du Sud Global, pour lesquels l'attitude de l'Occident face au conflit israélo-palestinien relève du «deux poids deux mesures»? Les pays du Golfe, réagissant avec colère à l'attaque israélienne du mardi 9 septembre au Qatar, se sont réunis à Doha pour discuter d'une réponse unifiée. Certains ont demandé aux pays qui entretiennent des relations avec Israël de reconsidérer leur position. Mais avec les images de la famine à Gaza pendant l'été boréal et l'armée israélienne envahissant - et très probablement rasant - la ville de Gaza, de plus en plus de gouvernements européens manifestent leur mécontentement par des moyens qui vont au-delà de simples déclarations. Si la guerre à Gaza se prolonge, l'isolement international d'Israël semble s'accroître. «Moment Afrique du Sud»? Il reste que la pression interna-

tionale contre Israël ressemble à celle qui a contribué à mettre fin à l'apartheid. Assiste-t-on à l'avènement d'un «moment Afrique du Sud», où une combinaison de pressions politiques et de boycotts économiques, sportifs et culturels a contribué à contraindre Pretoria à abandonner l'apartheid? Ou bien le gouvernement de droite du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu parviendra-t-il à surmonter la tempête diplomatique, laissant Israël libre de poursuivre ses objectifs à Gaza et en Cisjordanie occupée sans nuire de manière permanente à son image internationale? Deux anciens Premiers ministres israéliens, Ehud Barak et Ehud Olmert, ont déjà accusé Netanyahu de faire d'Israël un paria international. En raison d'un mandat d'arrêt émis par la Cour pénale internationale, le nombre de pays où Netanyahu peut se rendre sans risque d'être arrêté a considérablement diminué.

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
RadioTéléAction
Masimanimba
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux.
Trends. Trends, Tendances. Le Vif/
L'Express. Knack.
© Copyright 2025 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation
de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13
janvier 2008.



Entente diplomatique entre Trump et Xi

Après une séquence politique très tendue entre Washington et Pékin, il semblerait que les deux plus grandes puissances économiques du monde recherchent à trouver une voie plus diplomatique. Les signaux de détente se sont multipliés ces derniers jours. Dernier en date, la visite d'une délégation d'élus de la Chambre américaine en Chine, ce qui n'était pas arrivé depuis 2019. Menée

par le démocrate Adam Smith, la délégation bipartisane a rencontré dimanche le Premier ministre chinois. Ce dernier a fait savoir que Pékin est «disposé à travailler avec les États-Unis sur la base du respect mutuel, de la coexistence pacifique et d'une coopération gagnant-gagnant», selon les médias chinois. Il aurait également exprimé l'espoir que «Washington fasse un pas vers Pékin afin de remettre les rela-

tions bilatérales sur la bonne voie». Parmi les sujets qui ont cristallisé les tensions ces derniers mois : la menace d'interdiction de l'application TikTok aux États-Unis, au nom de la sécurité nationale. Un accord semble désormais bien dessiné : la porte-parole de la Maison Blanche a affirmé le week-end passé que six membres du conseil d'administration sur sept seront américains, les données et les questions de

confidentialité supervisées par l'entreprise américaine Oracle et l'algorithme contrôlé aux États-Unis. Donald Trump a de son côté assuré que «de grands patriotes américains» allaient acquérir l'application, dont son allié Larry Ellison, qui n'est autre que le patron d'Oracle. Des déclarations après que Donald Trump et Xi Jinping ont échangé par téléphone vendredi.